

La coopération internationale de la Suisse

Rapport annuel 2015



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

CONTENU

HIGHLIGHTS	3
EDITORIAL	5
POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT	6
PRÉVENTION DES CRISES ET AIDE D'URGENCE	8
Soulager et prévenir les souffrances humaines De l'eau potable pour les habitants de l'est de l'Ukraine Népal : de l'aide d'urgence à la reconstruction	
ACCÈS AUX RESSOURCES ET AUX SERVICES	14
Une bonne formation est une base solide pour l'avenir Redonner la liberté de choisir dans les contextes fragilisés par une crise Les prairies de Mongolie à l'Expo Milan 2015	
ÉCLAIRAGE SUR LA RECHERCHE	20
ÉCLAIRAGE SUR LA CULTURE	22
NOS RÉGIONS D'INTERVENTION	24
CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE	26
Un contexte propice à la création d'un grand nombre de meilleurs emplois Macédoine : un système de marché qui profite à tous Créer des emplois au Ghana	
DÉMOCRATIE ET ÉCONOMIE DE MARCHÉ	32
Quand la population décide au niveau communal Slovaquie : une recette pour lutter contre le chômage Des finances solides pour la Colombie	
UNE MONDIALISATION PROPICE AU DÉVELOPPEMENT	38
Les paysans de montagne apprivoisent le climat L'eau comme instrument de la paix La diaspora, un moteur de développement en Tunisie	
NOS PARTENAIRES	44
QUESTIONS MULTILATÉRALES	45
LEÇONS APPRISES	46
STATISTIQUES 2015	47

HIGHLIGHTS



SOULAGER ET PRÉVENIR LES SOUFFRANCES HUMAINES

En 2015, plus de 60 millions de personnes étaient en fuite. Pour la deuxième année consécutive, les flux de réfugiés ont ainsi atteint des proportions inégalées depuis la Seconde Guerre mondiale. La Suisse apporte une aide d'urgence, s'attache à promouvoir la paix et crée des perspectives à long terme sur place. (p.8)



UNE BONNE FORMATION EST UNE BASE SOLIDE POUR L'AVENIR

La formation permet aux individus d'améliorer leurs conditions de vie ainsi que celles de toute la société. Pour contribuer durablement à la lutte contre pauvreté et à la prévention des conflits, elle doit cependant être de qualité et accessible à tous. (p. 14)



UN CONTEXTE PROPICE À LA CRÉATION D'UN GRAND NOMBRE DE MEILLEURS EMPLOIS

Partout dans le monde, neuf emplois sur dix relèvent de l'économie privée. Il faut toutefois des institutions étatiques efficaces, des services publics fiables et une gouvernance d'entreprise responsable pour assurer un contexte économique attrayant et durable. (p.26)



QUAND LA POPULATION DÉCIDE AU NIVEAU COMMUNAL

De longues années de corruption et de restriction des libertés individuelles ont sapé la confiance que les citoyens et les citoyennes des anciens pays communistes plaçaient dans leurs gouvernements. C'est aussi le cas au Kirghizistan. En lançant des initiatives au niveau local, la Suisse s'attache à promouvoir la démocratie sur place. (p.32)



LES PAYSANS DE MONTAGNE APPRIVOISENT LE CLIMAT

Le réchauffement climatique est déjà une réalité dans la cordillère des Andes. Avec le projet Programa Adaptación al Cambio Climático, la DDC aide les autorités et les populations des hauts plateaux péruviens à mieux s'adapter à ses effets. (p.38)



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1 PAS DE PAUVRETÉ

2 FAIM «ZÉRO»

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE

10 INÉGALITÉS RÉDUITES

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

14 VIE AQUATIQUE

15 VIE TERRESTRE

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2015, la communauté internationale a adopté l'Agenda 2030 pour le développement durable. Les 17 objectifs de développement durable (ODD) et 169 cibles constituent l'axe central de ce nouveau cadre de référence visant à promouvoir le développement mondial, le bien-être des populations et la protection de l'environnement. Les ODD ont une validité universelle. En d'autres termes, tous les pays doivent, en fonction de leurs capacités, contribuer à la réalisation de ces objectifs.



MARIE-GABRIELLE INEICHEN-FLEISCH
 SECRÉTAIRE D'ÉTAT, DIRECTRICE DU SECO

MANUEL SAGER
 AMBASSADEUR, DIRECTEUR DE LA DDC

Chère lectrice, cher lecteur

Durant l'année écoulée, la coopération internationale de la Suisse a réalisé des progrès réjouissants et remporté des succès remarquables. A travers la mise en œuvre de programmes et de projets ciblés, fondée sur une approche rigoureusement orientée vers les résultats et guidée par le souci constant de la qualité, la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) ont poursuivi en 2015 leur engagement visant à réduire la pauvreté et les risques globaux.

Au niveau multilatéral, l'année dernière a été marquée par l'adoption de l'Agenda 2030, dans lequel la communauté internationale définit un nouveau cadre pour le développement durable. Cet agenda se distingue en particulier des Objectifs du millénaire pour le développement par son approche globale : les 17 nouveaux objectifs ne se contentent pas d'inclure des aspects économiques, sociaux et écologiques, mais ont aussi une valeur universelle. Autrement dit, tous les acteurs – qu'ils appartiennent aux services gouvernementaux, à la société civile ou au secteur privé – des pays du Sud et du Nord participent à la réalisation des objectifs. La coopération internationale constitue une partie de l'engagement de la Suisse en faveur de ces objectifs. Les mesures appliquées au niveau national, soit aussi les contributions que nous pouvons apporter au quotidien à l'effort commun, occuperont également une place importante. Savoir que chacune et chacun d'entre nous peut faire quelque chose pour le développement durable nous fait prendre conscience de l'influence que nous pouvons exercer et de l'énorme potentiel de nos actions au niveau planétaire.

Il y a quelques mois, la DDC et le SECO ont franchi une étape importante en publiant ensemble le rapport sur les résultats du Message concernant la coopération internationale 2013–2016. Ce rapport présente les interventions couronnées de succès, mais identifie aussi les difficultés et les améliorations possibles. Le bilan de la période couverte par le Message est encourageant et confirme ce que n'ont cessé de révéler les activités menées ces dernières années : la Suisse obtient

des résultats. Grâce à sa neutralité, sa tradition humanitaire, sa force économique, ses valeurs démocratiques et la qualité de son engagement, tant dans les programmes et projets bilatéraux que dans les enceintes multilatérales, elle est une partenaire très appréciée, reconnue pour sa compétence et sa fiabilité.

Outre ces constats réjouissants, l'année 2015 nous a confrontés à d'innombrables souffrances et tragédies humaines. Les destins poignants de personnes en détresse, vivant dans la pauvreté ou jetés sur les chemins de l'exode nous ont bouleversés et poussés à agir. La coopération internationale de la Suisse ne s'est pas contentée d'apporter une aide d'urgence, mais a également mis en œuvre les ressources de la coopération au développement pour s'attaquer aux causes des crises et des conflits.

L'aide en situation d'urgence et le développement durable sont à nouveau au centre du Message sur la coopération internationale de la Suisse 2017–2020, que la DDC, le SECO et la division Sécurité humaine (DSH) du DFAE ont élaboré ensemble et qui sera soumis au Parlement en 2016. Etabli pour la prochaine période d'activité, ce plan commun prouve éloquemment que les services gouvernementaux travaillent main dans la main pour que l'engagement de notre pays soit à la fois efficace et cohérent.

Le présent rapport fournit un aperçu des efforts menés en 2015 par la DDC et le SECO dans leurs pays partenaires et au niveau international, afin de permettre à chacun de vivre dans la dignité, à l'abri du besoin et de la violence, tout en bénéficiant de perspectives économiques – des efforts qui visent à construire un monde sans pauvreté et en paix, pour un développement durable.

Nous vous souhaitons une bonne lecture.

M.-G. Ineichen-Fleisch

Manuel Sager

2015 : UNE ÉTAPE-CLÉ VERS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'année 2015 a montré à quel point les aspects sociaux, économiques et écologiques sont interdépendants partout dans le monde. Il est dès lors essentiel de s'engager en faveur du développement durable afin de s'attaquer aux causes des crises et de la pauvreté.

Les pays partenaires de la coopération internationale de la Suisse doivent de plus en plus faire face à des difficultés économiques : alors que l'économie mondiale a légèrement progressé durant le premier semestre 2015, nombre de régions ont connu une croissance inférieure aux valeurs escomptées. Baisse des prix des matières premières, diminution des flux de capitaux à destination des pays émergents et en développement et volatilité croissante des marchés financiers ternissent les perspectives de croissance mondiales. Or cette détérioration touche particulièrement les pays en développement.

L'année 2015 a par ailleurs été marquée par des crises, tant persistantes que nouvelles, dont les conséquences sont encore bien réelles. En Syrie, après cinq années de guerre civile, environ 90 % d'une population forte de 18,2 millions d'habitants dépend de l'aide internationale. Au Yémen, où le conflit s'est aggravé ces derniers mois, plus de 60 % de la population est tributaire de l'aide humanitaire, alors que 1,6 million de Yéménites, dont quelque 850 000 enfants, souffrent de sous-alimentation aiguë. Outre ces catastrophes humanitaires très médiatisées, des conflits qui ne font plus la une de l'actualité continuent de faire rage. Les populations du Soudan du Sud, du Soudan, de la République démocratique du Congo et d'Irak subissent encore et toujours les pires violences.

Les crises obligent les gens à fuir leur foyer

En 2015, les conséquences des crises politiques et des catastrophes humanitaires qui frappent le Proche-Orient et le continent africain se sont fait davantage sentir en Europe. Le nombre des déplacés et des personnes en détresse qui ont cherché refuge dans les Etats européens a atteint l'an dernier un record historique. Les Nations Unies (ONU) ont estimé à 60 millions environ le nombre des personnes ayant fui leur foyer en 2015. Ce ne sont toutefois pas les pays européens, mais les pays d'origine et leurs voisins qui

prennent en charge la majeure partie des réfugiés. Même si ces derniers ont réussi à fuir leur patrie, beaucoup continuent à souffrir dans nombre de pays de transit, car ils y sont mal protégés et n'ont pas accès aux biens de première nécessité. Si l'aide d'urgence est indispensable, il importe aussi de s'attaquer aux causes de ces crises humanitaires. A long terme, la coopération internationale et économique de la Suisse entend dès lors contribuer à créer dans les pays d'origine des conditions qui ouvrent des perspectives à la population.



La prévention joue également un rôle essentiel dans la réduction des risques de catastrophes naturelles. Lors de la troisième conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophes, réunie en 2015, les participants ont adopté un nouveau cadre d'action international, auquel la Suisse a apporté une contribution déterminante. Le séisme qui a ravagé le Népal a cependant rappelé, de manière tragique, toute l'importance de ces efforts. En effet, seules des mesures préventives seront à même de réduire les risques de telles crises humanitaires et de les surmonter.

Des Objectifs du millénaire pour le développement à l'Agenda 2030

En 2015, la communauté internationale a en outre dressé le bilan des Objectifs du millénaire pour le développement. Dans bien des domaines, elle a enregistré des progrès remarquables : malgré la croissance démographique, l'ONU a estimé que le nombre des enfants qui ne vont pas à

l'école est passé de 100 millions en 2000 à 57 millions en 2015. Durant la même période, le taux mondial de scolarisation au degré primaire a été porté de 83 % à 91 %. Des succès marquants ont également été enregistrés dans d'autres secteurs. Dans le domaine de l'eau par exemple, la proportion de la population bénéficiant d'un meilleur accès à l'eau potable est passée de 76 % en 1990 à 91 % en 2015. De plus, la part des habitants de pays en développement qui doivent survivre avec moins de 1,25 dollar par jour – qui sont donc très pauvres – est passée de 47 % à 14 % durant le même laps de temps. Si le recul de la pauvreté extrême est certes encourageant, la pauvreté continue à poser problème: de par le monde, environ 2 milliards de personnes disposent toujours de moins de 2 dollars par jour pour vivre.

Malgré ces progrès encourageants, la coopération internationale a encore fort à faire: en septembre dernier, l'adoption de l'Agenda 2030 a marqué une étape importante sur la voie vers un développement durable à l'échelle mondiale. Cet agenda comprend pour l'essentiel les 17 Objectifs de développement durable (ODD). Après trois années de travaux préparatoires et de négociations, auxquels la Suisse a largement participé, le monde s'est doté d'un cadre de référence nouveau et exhaustif pour le développement durable. Son adoption est un succès historique à plus d'un titre. En effet, l'agenda intègre les trois dimensions – économique, sociale et écologique – du développement durable, mais il a aussi une valeur universelle. Autrement dit, tous les Etats et les différents acteurs – gouvernementaux, de la société civile et du secteur privé – sont tenus d'œuvrer à la réalisation des objectifs. L'Agenda 2030 tient ainsi compte des interdépendances qui existent entre tous les pays, tant au niveau des difficultés que de la recherche de solutions. Il constitue également un succès pour le système multilatéral, qui joue un rôle croissant dans la résolution des problèmes internationaux et mondiaux.

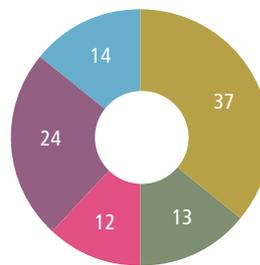
Le succès dépendra de la réalisation des objectifs

Afin de mettre à disposition les moyens requis pour mettre en œuvre l'ambitieux Agenda 2030, la troisième Conférence internationale sur le financement du développement s'est réunie mi-juillet 2015 à Addis-Abeba, après de nombreuses sessions de négociations. Le document final adopté à cette occasion, le Programme d'action d'Addis-Abeba, définit une base de financement globale, qui met à contribution des acteurs tant étatiques que privés de tous les pays. Il insiste non seulement sur la mobilisation des ressources

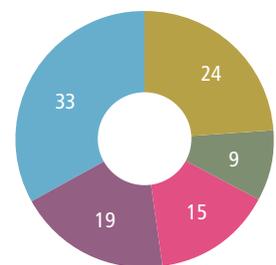
nationales, mais aussi sur les rapports entre coopération au développement et commerce ou sur l'implication accrue du secteur privé.

Le succès de l'Agenda 2030 dépendra du degré de réalisation de ses objectifs, et ceux-ci ne pourront être atteints que si tous les acteurs de premier plan prennent leur part à cet effort. Dans ce domaine, une année cruciale attend la coopération internationale de la Suisse, puisqu'il s'agira d'obtenir l'adoption du nouveau Message, qui couvrira la période 2017–2020.

DDC BILATÉRAL
RÉPARTITION
GÉOGRAPHIQUE
2015¹ (EN %)



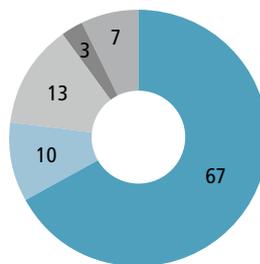
SECO BILATÉRAL
RÉPARTITION
GÉOGRAPHIQUE
2015¹ (EN %)



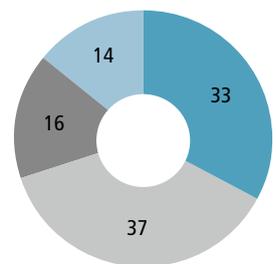
- Afrique subsaharienne
- Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient
- Amérique latine
- Asie
- Europe de l'Est et CEI

¹ Non compris contributions non réparties géographiquement et contribution à l'élargissement de l'UE

AIDE PUBLIQUE AU
DÉVELOPPEMENT
(APD) DE LA SUISSE
2015 (EN %)



APD
MULTILATÉRALE
DE LA SUISSE
2015 (EN %)



- DDC
- SECO
- Requêteurs d'asile en Suisse (SEM)
- Paix et sécurité (DSH / DDPS)
- Autres
- Organisation des Nations Unies
- Association internationale de développement (IDA)
- Institutions financières internationales (excl. IDA)
- Autres organisations internationales



Des réfugiés se déplacent le long d'une voie ferrée sous la pluie. En 2015, selon les indications fournies par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, plus de 700 000 personnes, venant principalement de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak, ont rejoint l'Europe centrale et l'Europe du Nord par la route des Balkans. L'aide fournie par la Suisse se déploie sur plusieurs fronts : la DDC mène des activités dans les pays d'origine des migrants touchés par les crises et elle offre un soutien aux pays de transit, en collaboration avec le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM).

SOULAGER ET PRÉVENIR LES SOUFFRANCES HUMAINES

En 2015, plus de 60 millions de personnes étaient en fuite. Pour la deuxième année consécutive, les flux de réfugiés ont ainsi atteint des proportions inégalées depuis la Seconde Guerre mondiale. La Suisse apporte une aide d'urgence, s'attache à promouvoir la paix et crée des perspectives à long terme sur place.

Conflits armés, violations des droits de l'homme, atteintes au droit international humanitaire et détérioration des conditions de vie poussent des millions de femmes, d'hommes et d'enfants à fuir. Les ressortissants de Syrie représentent une grande partie des personnes en fuite, puisque 6,5 millions sont des déplacés internes tandis que 4,3 millions ont rejoint d'autres pays. Durant plusieurs années d'affilée, les pays cibles ont consenti des efforts considérables, mais leur capacité d'accueil atteint désormais ses limites. Faute de perspectives, les réfugiés syriens et irakiens se sont dès lors tournés vers une autre destination : l'Europe. Durant l'été 2015, des centaines de milliers de personnes ont, souvent au péril de leur vie, emprunté la route des Balkans pour rejoindre les pays de l'Union européenne.

Crises oubliées

Si la crise syrienne et ses répercussions sur le continent européen ont monopolisé l'attention médiatique, la détresse humaine était présente ailleurs dans le monde. Au Soudan du Sud, les violences ont plongé dans l'insécurité alimentaire 2,8 millions de personnes, soit un quart de la population. De plus, 6,1 millions d'habitants du pays dépendent de l'aide humanitaire. La situation est également critique en République centrafricaine, où des milliers de civils continuent de subir les conséquences des combats interconfessionnels qui ravagent le pays depuis 2013. En Irak, 10 millions d'habitants, soit un tiers de la population, sont tributaires de l'aide humanitaire, et ils sont 21 millions au Yémen. Dans d'autres pays encore, comme le Soudan et le Territoire

palestinien occupé, les besoins humanitaires atteignent des proportions inquiétantes.

Impact des catastrophes naturelles

L'année 2015 a également connu des catastrophes naturelles majeures, tel le puissant séisme qui a détruit une grande partie du Népal le 25 avril. Le Myanmar a quant à lui connu de graves inondations durant l'été. Ailleurs, des glissements de terrain, des cyclones, la sécheresse et d'autres phénomènes climatiques ont affecté le quotidien de millions de personnes. Vers la fin de l'année, les effets parfois violents d'El Niño ont encore décuplé l'ampleur et l'intensité de ces phénomènes.

Un large fossé entre besoins et ressources

En 2015, les organisations humanitaires ont lancé un appel de fonds de 20 millions de dollars afin de pouvoir apporter une aide vitale à plus de 70 millions d'individus dans le monde. Malgré l'urgence de la situation, leurs programmes sont restés largement sous-financés : les 9,7 milliards de dollars fournis par les bailleurs de fonds ne couvrent guère que 49 % des besoins. L'écart s'explique en partie par la lassitude que la persistance des crises entraîne chez les pays donateurs.

Pour des millions de personnes, les déficits chroniques des programmes d'aide se sont traduits par une diminution des rations alimentaires, l'absence de soins médicaux et d'autres services de base. Jour après jour, leurs conditions de vie se sont dégradées, de sorte que l'émigration est



Déplacés internes dans un camp de réfugiés en République démocratique du Congo, où la population est toujours confrontée à la violence.

devenue la seule alternative à la survie sur place. Vu cette tragédie, il est crucial de combler le fossé entre besoins et ressources. Mais il est tout aussi essentiel de trouver des solutions aux conflits politiques à l'origine des crises.

Moyens supplémentaires pour les régions en crise

Face à cette situation, le Conseil fédéral a décidé, le 18 septembre 2015, d'accroître de 70 millions de francs au total pour 2015 et 2016 les ressources de l'aide humanitaire fournie dans le cadre de la crise en Syrie, en Irak et dans la Corne de l'Afrique.

« L'aide humanitaire suisse place les besoins des personnes affectées au cœur de son engagement. »

En 2015, 30 millions du crédit additionnel ont servi à financer les opérations de trois organisations humanitaires engagées dans les crises syrienne et irakienne: le Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (CICR), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Par ailleurs, 19 millions de ce crédit ont été affectés aux activités de ces mêmes organisations dans la Corne de l'Afrique, autre région comptant un grand nombre de réfugiés et de déplacés internes. Les 20 millions restants

financeront en 2016 des opérations directes de l'aide humanitaire, des mesures de la coopération au développement et les activités civiles de promotion de la paix.

Depuis le début de la crise syrienne, la Suisse a alloué au total plus de 250 millions de francs à l'aide humanitaire. Plus de la moitié de ce montant finance des opérations humanitaires sur territoire syrien, le reste allant aux pays limitrophes les plus touchés par la vague de réfugiés. Outre les contributions qu'elle verse à des partenaires multilatéraux et à des œuvres d'entraide, la Suisse mène aussi ses propres projets dans la région. Dans le secteur de l'éducation, elle réhabilite par exemple au Liban et en Jordanie des écoles qui accueillent des enfants syriens. Dans ces deux pays, elle réalise plusieurs autres projets destinés à renforcer la capacité des autorités à gérer l'eau. La Suisse y a aussi envoyé plusieurs experts du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA), qui sont mobilisés pour les projets de la DDC ou mis à disposition d'agences onusiennes.

Sur la route des réfugiés

La Suisse a aussi apporté un appui aux Etats des Balkans occidentaux, où des milliers de réfugiés et de migrants transitent chaque jour. Ayant reçu une première demande de la Slovénie et de la Croatie au cours de la dernière semaine d'octobre, la Suisse a décidé de soutenir des organisations de la protection civile et de la société civile

de ces deux pays. Outre l'acheminement de matériel de secours, elle a dépêché plusieurs spécialistes du CSA sur place, qui ont contribué à améliorer les installations sanitaires des centres de transit.

La Confédération a fourni un soutien similaire dans d'autres foyers de crise, toujours dans le but d'assurer la protection des populations les plus vulnérables ainsi que leur accès aux services de base. Au Soudan du Sud, la DDC a par exemple construit ou réhabilité une cinquantaine de puits, afin d'offrir un accès à de l'eau potable à plusieurs milliers de personnes qui ont fui la guerre depuis 2013. Au Yémen, où la situation s'est considérablement dégradée, la Suisse a consacré 11 millions de francs à des opérations d'aide d'urgence, avec un accent sur l'approvisionnement en eau.

Genève: plateforme de l'aide humanitaire

Les multiples crises ont incité la communauté internationale à repenser son engagement humanitaire dans son ensemble. En 2015, Genève a accueilli deux rendez-vous décisifs dans ce domaine. Le premier fut la Consultation globale, organisée en octobre 2015, dont les conclusions ont servi de base au Sommet humanitaire mondial, qui s'est tenu en mai 2016 à Istanbul.

En décembre 2015, Genève a par ailleurs hébergé la 32^e Conférence de la Croix-Rouge et du

Croissant-Rouge. Parmi les résolutions adoptées à cette occasion, deux visent à renforcer le droit international humanitaire: dans la première, les Etats se sont engagés à négocier, sous la conduite de la Suisse et du CICR, les fonctions et modalités d'un forum des Etats sur le droit international humanitaire; la seconde résolution renforce la protection des personnes privées de liberté dans les conflits armés.

Mieux vaut prévenir que guérir

La multiplication des crises soudaines a prouvé une nouvelle fois qu'il importe d'investir dans la prévention pour protéger des vies humaines et limiter les dégâts matériels.

«La DDC s'attache à faire valoir sur la scène internationale les expériences menées dans ses pays d'intervention. Elle a, à ce titre, joué un rôle de premier plan dans l'élaboration du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.»

Tel est le message que la Suisse a délivré à l'occasion de la Conférence de Sendai, réunie en mars 2015, où la communauté internationale a adopté un nouveau plan d'action pour les quinze années à venir. La Suisse a notamment veillé à ce que les mesures de prévention bénéficient également aux populations locales dans le besoin.

PRÉVENTION DES CRISES ET AIDE D'URGENCE

- Aide d'urgence
- Travail dans des contextes fragiles
- Résilience face aux crises
- Respect des droits de l'homme

La Suisse fournit une aide aux populations victimes de conflits armés, de catastrophes naturelles ou d'autres crises. Ces activités consistent à prévenir et à limiter les risques naturels et les conflits violents, à fournir une aide humanitaire en situation d'urgence, à gérer les conflits ainsi qu'à reconstruire les infrastructures, à réhabiliter les structures étatiques, à réformer le secteur de la sécurité et à accroître le respect des droits de l'homme.

L'aide humanitaire intervient le plus souvent à court terme (à titre d'aide d'urgence), mais est fournie aussi longtemps que nécessaire. Des priorités sont définies pour ce qui est des engagements humanitaires à plus long terme (reconstruction) et des mesures de développement (emploi, services sociaux, édification de l'Etat). Ces activités visent avant tout à renforcer la gouvernance au niveau local et à favoriser une transition vers un développement durable.

DE L'EAU POTABLE POUR LES HABITANTS DE L'EST DE L'UKRAINE

Le conflit armé qui fait rage en Ukraine ne cesse de faire des victimes et engendre des dégâts considérables. Les biens de première nécessité, comme l'eau, viennent à manquer.



Dans la région de Donetsk, la compagnie WodaDombass n'a plus été en mesure de distribuer de l'eau potable dans les localités situées de part et d'autre de la fameuse « ligne de contact ». Le conflit empêchait en effet

de ravitailler l'usine qui fournit les produits chimiques indispensables au traitement de l'eau. La mauvaise qualité de celle-ci a notamment entraîné une hausse sensible des cas d'hépatite A dans la région.

Ayant reçu une demande d'aide, la Suisse a organisé trois séries de convois humanitaires durant l'année 2015 pour livrer les produits requis. Des camions transportant plusieurs tonnes de substances chimiques ont réussi à traverser la ligne de contact sans encombre. Les cargaisons comprenaient également du matériel médical et des médicaments destinés aux hôpitaux de la région.

La Suisse est ainsi devenue le premier et unique Etat tiers à acheminer une assistance d'une telle ampleur en faveur des populations situées des deux côtés de la ligne de contact. Plus de trois millions de personnes ont bénéficié de l'aide suisse et les cas de maladies causés par la consommation d'eau insalubre ont diminué de manière significative. Ces actions ont également permis de renforcer la compagnie WodaDombass dans son rôle de fournisseur de services publics.

NÉPAL: DE L'AIDE D'URGENCE À LA RECONSTRUCTION

La Suisse a apporté une aide d'urgence immédiatement après le séisme qui a ébranlé le Népal. Elle a ensuite mis sa longue expérience en matière d'infrastructures rurales, d'agriculture et de formation professionnelle au service des efforts de reconstruction.

Le 25 avril 2015, un violent tremblement de terre, redouté depuis longtemps, a ébranlé la région de Gorkha, au nord-ouest de Katmandou. Il fut suivi de plusieurs répliques. Ce samedi-là, les écoliers avaient congé et la plupart des habitants s'étaient rendus à leur travail. Sinon, le bilan aurait certainement dépassé les 8900 victimes recensées. Quelque 3,2 millions de personnes ont perdu leur maison. La population pauvre des régions rurales a été particulièrement touchée, car des glissements de terrain ont en maints endroits coupé les réseaux d'approvisionnement.

L'ambassade de Suisse sur place a aussitôt coordonné les premières opérations d'aide d'urgence et organisé l'acheminement de matériel de secours avec l'Aide

humanitaire. Pour assurer sa distribution, elle a collaboré étroitement avec les partenaires de la Suisse au Népal.

La Suisse a mis sa longue expérience en matière d'infrastructures rurales, d'agriculture et de formation professionnelle au service de la reconstruction. Les programmes de construction de routes et de ponts menés jusqu'alors ont été étendus afin d'aider le gouvernement à reconstruire les infrastructures détruites. La formation professionnelle mise en place avec succès par la Suisse a été complétée par des cours dans le domaine de la construction.

Un programme national pour la reconstruction de maisons résistant aux séismes est désormais en place: des spécialistes

de l'aide humanitaire enseignent des méthodes simples de la construction parasismique, car il faudra sur place un grand nombre d'ouvriers spécialisés pour mener les travaux à bien. Le programme permettra en particulier à de jeunes gens socialement défavorisés de s'assurer un revenu dont ils ont désespérément besoin. Il contribuera aussi à réduire les dégâts lors d'un prochain tremblement de terre.



RÉSULTATS SÉLECTIONNÉS 2015



► **Les mesures d'aide d'urgence et de reconstruction soutenues par la Suisse atteignent directement environ 3.5 millions de personnes par an.**

On estime qu'environ 1 million de personnes en zones de conflits bénéficient de l'appui suisse au CICR. Également soutenu par la Suisse, le Haut Commissariat pour les réfugiés, quant à lui, soutient environ 50 % des 67 millions de personnes déplacées, réfugiés et demandeurs d'asile. Chaque année, la Suisse met 80 à 100 spécialistes du Corps suisse d'aide humanitaire à disposition de ses partenaires onusiens.

► **Les mesures de reconstruction de la Suisse se concentrent sur les communautés les plus pauvres et les plus nécessiteuses. On estime le nombre de bénéficiaires à environ 1 million par an.**

Au **Sri Lanka**, grâce à l'engagement de la DDC qui s'est terminé en 2015, plus de 5000 familles victimes de la guerre civile dans les provinces de Jaffna et de Kilinochchi ont pu bénéficier d'un soutien pour reconstruire leurs maisons.

► **La Suisse dispose d'une vaste expérience et d'une grande force d'innovation dans la réduction des risques de catastrophe qui occupe une place importante dans les programmes de la DDC.**

Au **Nicaragua** et au **Honduras**, à titre d'exemple, la Suisse, en collaboration avec 10 universités, appuie 34 communes, soit 40000 habitants, dans l'identification et la cartographie des lieux particulièrement exposés aux risques naturels et dans la planification de mesures de prévention adéquates.

► **La Suisse contribue à la réduction des causes des conflits et à l'accroissement de la résistance aux crises dans des contextes fragiles ciblés.**

Dans la **région des Grands Lacs**, que la Suisse soutient, sept organisations sociales gèrent des « Maisons d'écoute » qui fonctionnent comme des refuges et des centres de soins et de conseils pour les victimes de violences, essentiellement de type sexuel. Les frais pour la prise en charge ainsi que l'aide juridique sont couverts par la DDC. Ainsi, cet engagement a permis à ce jour à plus de 19000 victimes de violences, dont 87 % de femmes, de recevoir un soutien psychosocial et une aide juridique.



Des enfants rwandais travaillent sur des ordinateurs à l'école. L'éducation de qualité est une priorité de la DDC. Elle représente en effet un facteur clé de l'autonomie et favorise la participation à la vie sociale et professionnelle, de sorte qu'elle est essentielle pour le développement, la réduction de la pauvreté et la prévention des conflits. Dans ses projets portant sur l'éducation de base et la formation professionnelle, la DDC accorde une attention particulière aux besoins sociaux et économiques de ses pays partenaires.

UNE BONNE FORMATION EST UNE BASE SOLIDE POUR L'AVENIR

La formation permet aux individus d'améliorer leurs conditions de vie ainsi que celles de toute la société. Pour contribuer durablement à la lutte contre pauvreté et à la prévention des conflits, elle doit cependant être de qualité et accessible à tous.

Le monde n'a jamais compté autant d'enfants scolarisés : selon l'UNESCO, neuf enfants sur dix ont accès à l'éducation primaire. Malgré les progrès obtenus dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement et de la Campagne mondiale pour l'éducation, qui défend le droit à l'éducation pour tous, de nombreux défis restent à relever. On estime ainsi que 250 millions d'enfants ne savent ni lire, ni écrire, ni compter après quatre années d'école. De plus, 760 millions d'adultes dans le monde, dont deux tiers de femmes, sont toujours analphabètes. La situation est particulièrement dramatique dans quatorze pays d'Afrique, où l'analphabétisme touche plus de la moitié de la population adulte.

L'Agenda 2030 définit des objectifs ambitieux

L'adoption, en 2015, de l'Agenda 2030 a ouvert de nouvelles perspectives : consacré à l'éducation et complété par le Cadre d'action « Education 2030 » de l'UNESCO, l'objectif 4 souligne l'articulation entre éducation de base et formation professionnelle et met l'accent sur l'équité et la qualité de l'éducation, qui doit servir de point de départ à un apprentissage tout au long de la vie. Cet objectif entend ouvrir à chaque enfant, jeune et adulte l'accès à une éducation et à une formation adaptée à ses besoins et au contexte dans lequel il vit. La Suisse a œuvré résolument en faveur de l'adoption du nouvel agenda. Dans ses activités, elle accorde une attention particulière aux groupes de population les plus marginalisés et les plus défavorisés, telles les jeunes filles, les femmes et les minorités.

Priorité à une éducation de qualité en Afghanistan

En Afghanistan, plus de 9 millions d'élèves, dont 40 % de filles, ont pris ou repris le chemin de l'école depuis 2001. Ces chiffres sont réjouissants, si l'on considère que les filles ne pouvaient quasiment pas fréquenter l'école en 2001. Bien que cette croissance impressionne par son volume, la qualité de la formation accuse toujours de profonds déficits : formation insuffisante des enseignants, matériel et méthodes pédagogiques inadaptés et obsolètes ainsi que faiblesse du Ministère de l'éducation entravent l'amélioration du système éducatif.

La DDC soutient deux projets en Afghanistan, qui visent à accroître la qualité de l'éducation : un projet de l'agence allemande de coopération internationale (GIZ) et un projet de la Fondation Aga Khan, qui interviennent respectivement au niveau national et au niveau communal. Elle collabore également avec la Direction de l'éducation des enseignants du Ministère de l'éducation afin de promouvoir l'égalité des sexes dans le système éducatif national. Le nombre de jeunes filles non scolarisées reste en effet élevé en Afghanistan : 60 %. Leur forte proportion s'explique par le fait que les parents retirent souvent les filles de l'école au début de la puberté, surtout si le corps enseignant manque de personnel féminin. Sur les 30 000 enseignants qui bénéficient du soutien de la Suisse, 40 % sont donc des femmes.

Considérant l'amélioration des systèmes éducatifs comme un gage de qualité de la formation, la



Dans un centre de formation soutenu par la DDC au Laos, des jeunes apprennent un métier dans l'industrie hôtelière.

Suisse continue de lui réserver une place de choix. A ce titre, elle met à disposition ses connaissances et son expérience en matière d'enseignement bilingue, de formations passerelles, d'implication des parents et des autorités locales. La DDC soutient ses pays partenaires dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques éducatives nationales, notamment à travers une contribution substantielle au Partenariat mondial pour l'éducation (PME), qui est un partenaire important de la Suisse dans ce domaine. Le PME apporte par exemple son appui au Ministère afghan de l'éducation dans l'élaboration de sa politique éducative.

Les enfants réfugiés et marginalisés ont aussi droit à l'éducation

Outre la qualité, l'accès à l'éducation revêt une grande importance pour la coopération internationale de la Suisse. Depuis l'éclatement de la crise syrienne, plus de 250 000 enfants d'âge scolaire arrachés à leur quotidien par le conflit ont trouvé refuge en Jordanie. Leur intégration dans le système éducatif représente à la fois une priorité et un défi pour ce pays. La DDC apporte son appui au Ministère jordanien de l'éducation pour que les enfants réfugiés soient scolarisés

rapidement : de nombreuses écoles ont été réhabilitées et équipées, afin d'offrir aux élèves un environnement scolaire sain, sûr et adapté à leurs besoins.

« La DDC fonde son engagement sur le développement de formations professionnelles accessibles à tous. Elle concentre ses activités sur les plus pauvres et les plus vulnérables, les jeunes et les femmes, ainsi que sur la population vivant en milieu rural. »

L'accès équitable à l'éducation passe aussi par l'intégration des communautés marginalisées. Or, en Serbie, plus de 60 % des Roms n'ont pas accès à une éducation de base. La Suisse œuvre à différents niveaux afin d'assurer leur intégration et celle des enfants handicapés dans les écoles maternelles et primaires.

Une éducation de base solide est un gage de réussite pour l'apprentissage d'un métier

« Pour construire mon avenir, je voulais faire un apprentissage de couture. Mais on m'a dit que je n'étais pas capable de parler avec les clients, ni

d'écrire ou de lire. Je me suis donc inscrit à des cours d'alphabétisation de l'école du soir. Maintenant, je sais lire, prendre les mensurations des clients et m'entretenir avec eux.» Le témoignage de Kader Kouanda, tailleur au Burkina Faso où il suit des cours du soir, prouve à quel point il est essentiel d'acquérir des connaissances de base – lire, écrire et compter – pour apprendre un métier.

Une bonne formation de base est un gage de succès dans l'apprentissage d'une profession et lors de l'entrée dans la vie active. Au Burkina Faso, la DDC soutient un projet qui propose des cours de formation associant apprentissage de connaissances élémentaires et développement de compétences professionnelles, tout en donnant la possibilité à de nombreux jeunes Burkinabés d'apprendre un métier. Les bénéficiaires s'assurent ainsi un sésame pour le monde du travail et une importante source de revenus.

« Acquérir des connaissances et des compétences est essentiel à chacun pour opérer des choix, se former, s'insérer dans la société et la vie professionnelle et exercer sa citoyenneté. »

Au Laos, la DDC a par ailleurs lancé un projet qui combine des éléments de la formation de base avec des qualifications professionnelles et spécialisées. Ce projet est plus spécialement destiné aux jeunes défavorisés et aux membres de minorités ethniques, qui n'ont guère ou pas du tout accès à la formation scolaire. Les bénéficiaires reçoivent

des bourses, dont 70 % sont allouées à des jeunes femmes. Comme le souligne Andrea Siclari, chargé du Laos à la DDC : « Le tourisme et l'hôtellerie sont en pleine expansion et susceptibles de créer nombre d'emplois durables. Or, ils sont confrontés à un manque de personnel qualifié. »

« Dans le dialogue avec les établissements de formation, les entreprises, les associations et les services de placement publics et privés, la DDC identifie les champs d'activité pourvoyeurs d'emploi et les compétences recherchées. »

La DDC a dès lors décidé de promouvoir une réforme de la formation professionnelle: elle soutient des centres de formation avec restaurant, où les jeunes peuvent directement mettre en pratique l'enseignement dispensé. L'un de ces centres se trouve à Luang Prabang, haut lieu du tourisme laotien.

Persuadée que l'éducation de base et la formation professionnelle sont des facteurs clés de l'autonomie et du développement, la Suisse continuera, dans le cadre de sa coopération internationale, de s'employer à jeter des ponts entre ces deux éléments essentiels de la formation et à améliorer les systèmes éducatifs pour qu'ils offrent une formation de qualité et accessible à tous.

ACCÈS AUX RESSOURCES ET AUX SERVICES

- Santé
- Gestion durable de l'eau et assainissement
- Education de base et formation professionnelle
- Exploitation durable des terres

L'amélioration de l'accès aux ressources et aux services de base vise en priorité à réduire durablement la pauvreté. Par « ressources », il faut entendre notamment l'habitat, une alimentation suffisante, l'eau potable et les opportunités sur le marché du travail. Quant aux « services de base », ils désignent les systèmes de formation et de santé d'un pays.

Seule une coopération axée sur le long terme permet de lutter efficacement contre la pauvreté. Pour des raisons d'efficacité et d'efficience, la Suisse se fixe des priorités géographiques dans ce domaine et se concentre sur certains pays ou régions.

REDONNER LA LIBERTÉ DE CHOISIR DANS LES CONTEXTES FRAGILISÉS PAR UNE CRISE

Les programmes de transferts monétaires (PTM) permettent aux victimes de catastrophes naturelles ou de conflits de disposer des liquidités nécessaires pour acheter les biens dont ils ont besoin.



Dans les régions affectées par une crise humanitaire, les PTM intègrent les marchés locaux et les bénéficiaires aux

interventions humanitaires. Ils permettent aux commerçants et aux agriculteurs sur place de poursuivre leurs

activités malgré le contexte de désolation créé par la guerre ou une catastrophe naturelle. De leur côté, les bénéficiaires peuvent acheter de la nourriture, de l'eau et d'autres articles d'urgence qu'ils peuvent choisir eux-mêmes.

La DDC mène ses propres projets PTM ou soutient ceux de ces partenaires multilatéraux. Dans ce second cas, elle met à leur disposition des spécialistes du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA). En 2015, ils étaient onze à travailler dans ce secteur pour le compte des agences onusiennes. En plus de leur engagement en faveur des populations dans le besoin, ils ont aussi contribué à faire en sorte que cette pratique soit utilisée plus largement au sein de leur agence. Dans le contexte de la crise syrienne, par exemple, le Programme alimentaire mondial recourt majoritairement aux PTM dans son assistance aux réfugiés syriens au Liban, en Jordanie et en Turquie.

LES PRAIRIES DE MONGOLIE À L'EXPO MILAN 2015

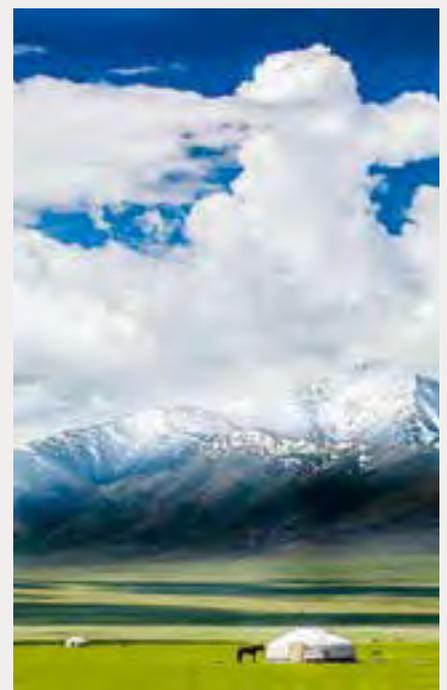
La Mongolie fait figure d'exemple en matière de gestion durable des ressources naturelles. Ses efforts ont été récompensés à l'Exposition universelle.

La gestion collective des ressources pastorales par les éleveurs est au cœur du projet Green Gold. Les pâturages couvrent les quatre cinquièmes de la superficie de la Mongolie et constituent l'épine dorsale de son économie rurale. Un tiers de la population vit de l'élevage. Le surpâturage – conséquence d'une trop forte pression exercée par les hommes et le bétail suite à la transition vers une économie de marché dans les années 1990 – a conduit à l'épuisement des sols, menaçant par conséquent la sécurité alimentaire.

Pour lutter contre ce phénomène, le projet a encouragé la formation de groupements d'éleveurs pour cogérer ces ressources. Des plans de rotation des pâturages, la pratique de la jachère, l'installation de clôtures ou encore le stockage de foin pour nourrir le bétail

pendant la saison hivernale ont été mis en place par ces associations. En 2015, on comptait 1100 groupements d'éleveurs réunissant plus de 35 000 familles d'éleveurs, ce qui représente environ 150 000 personnes. Depuis le lancement du projet en 2005, quelque 8,7 millions d'hectares de terres dégradées ont été réhabilités.

A l'Exposition universelle de Milan, qui avait pour thème « Nourrir la planète, énergie pour la vie », le projet Green Gold a été sélectionné parmi plus de 740 initiatives pour être exposé au Pavillon Zéro, à l'entrée de l'Expo qui a accueilli plus de 20 millions de visiteurs venus du monde entier. Il a remporté le premier prix des projets de bonnes pratiques en matière de sécurité alimentaire dans le groupe « management durable des ressources naturelles ».



RÉSULTATS SÉLECTIONNÉS 2015



► **La Suisse s'engage activement en faveur de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses conséquences.**

Dans les **Balkans occidentaux**, le SECO soutient depuis 2010 le projet « EuropaRe », qui vise à introduire, en Albanie et en Bosnie notamment, des assurances contre les risques de catastrophe naturelle comme les inondations. En 2015, le projet a été retenu parmi les dix finalistes pour le prix CAD, qui récompense des solutions innovantes pouvant être portées à grande échelle dans les pays en développement. Une extension du projet, au Kazakhstan par exemple, fait actuellement l'objet de discussions au sein de la Banque mondiale.

► **La Suisse construit des infrastructures et forme des enseignants ainsi que des directeurs d'école. Parallèlement, les dialogues politiques encouragent les réformes du système éducatif visant à mieux lier l'éducation de base à la formation professionnelle.**

Au **Burkina Faso**, l'appui de la Suisse au système éducatif a permis à 2 760 000 enfants dont 48 % de filles, de commencer ou de poursuivre leur scolarisation. L'effet direct du portefeuille de la Suisse

porte sur l'éducation de base de 31 000 enfants qui ont pu bénéficier de matériel scolaire, de cantines, d'enseignants formés et de salles équipées.

► **Grâce à un meilleur accès aux prestations financières et à la promotion du secteur privé favorisés par le soutien de la Suisse, ce sont les revenus et les chances sur le marché de l'emploi des pays partenaires de la DDC qui sont multipliés.**

Au **Bangladesh**, la DDC appuie le projet « Katalyst », qui vise une augmentation des revenus des populations rurales pauvres. Dans ce pays, grâce au programme de développement de la DDC dans le domaine de l'agriculture et de l'économie rurale, près de 900 000 petits fermiers et entrepreneurs ont vu leur revenu augmenter en moyenne de 81 USD par année depuis 2013. Cette augmentation, équivalente à 41 % du revenu agricole, a été atteinte grâce à l'amélioration de l'accès à l'information sur les prix et les technologies, et un meilleur accès aux outils de production, tels que des graines de meilleure qualité. Parallèlement, un dialogue politique a permis des modifications législatives liées au fonctionnement des marchés, en faveur des populations rurales défavorisées.

DES SOLUTIONS DURABLES AU BOUT DE LA RECHERCHE

La recherche joue un rôle décisif pour la lutte contre la pauvreté, la transition vers un développement durable et l'intensification des échanges de connaissances. Dans ce domaine, les progrès technologiques s'avèrent tout aussi importants que les innovations politiques et sociales. Grâce à leur savoir et à leurs réseaux mondiaux, les scientifiques des universités, des hautes écoles spécialisées et des instituts de recherche apportent une contribution essentielle à la résolution des problèmes globaux.

CARTOGRAPHIER L'OR BLEU



Lorsque des dizaines de milliers de réfugiés du Darfour sont arrivés au Tchad en 2004, le HCR a fait cartographier les ressources en eau du pays. Ce faisant, l'agence onusienne entendait assurer l'approvisionnement en eau aussi bien des réfugiés que de la population locale. Grâce à la carte obtenue, les camps de réfugiés ont pu être établis à proximité de sources alimentées en abondance tout au long de l'année.

Au-delà de la crise des réfugiés, le manque d'eau est un sérieux problème au Tchad: l'eau a de tout temps été inégalement répartie, difficile d'accès et peu étudiée. Pour toutes ces raisons et en prévision de l'impact du changement climatique, la mise en place d'une gestion durable de l'eau s'avère décisive pour le développement. Une telle gestion favorisera non seulement la production agricole et la sécurité alimentaire, mais aussi la santé de la population. Accroître les connaissances sur l'eau et renforcer sa gestion constituent de plus des conditions préalables à une exploitation active, durable et souveraine de cette ressource. Or seule une telle exploitation de l'eau permettra au Tchad d'atteindre ses objectifs en matière de développement.

La Suisse possédant des compétences particulières en cartographie et en hydrogéologie, le Ministère tchadien de l'eau a demandé en 2009 à la DDC et à l'UNITAR (Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche) d'élaborer un projet pour cartographier les ressources en eau du Tchad.

L'un des défis du XXI^e siècle consiste à ménager l'eau et à veiller à une répartition équitable et favorable au développement de cette ressource vitale.

Reposant sur une collaboration entre la Suisse (DDC, swisstopo, Université de Neuchâtel), le Tchad (Ministère de l'hydraulique, Université de N'Djamena), UNOSAT/UNITAR (ONU Genève) et d'autres partenaires, ce projet a pour principal objectif de permettre au Tchad de mieux faire face au changement climatique en gérant l'eau de manière active. La première phase du projet a servi d'une part à mettre en place un système d'information sur les ressources en eau et, d'autre part, à dresser 27 cartes hydrogéologiques qui couvrent ensemble une superficie dix fois plus grande que la Suisse. Avec l'appui de l'Université de Neuchâtel, une filière de master en hydrologie a de plus été ouverte dans des universités tchadiennes.

Au cours d'une deuxième phase, qui a débuté en septembre 2015, le projet cartographiera les ressources en eau de trois régions encore non étudiées dans le bassin du lac Tchad. Cette phase mettra par ailleurs l'accent sur l'exploitation des connaissances obtenues.

TÉMOIGNAGE POUR LA PAIX DANS LES CONTEXTES FRAGILES

Une guerre ou un conflit affectent souvent des populations entières. Les auteurs de violences et les victimes, les hommes et les femmes, les filles et les garçons n'en souffrent cependant pas de la même manière. Ce constat a poussé une équipe internationale de chercheurs à étudier dans quelle mesure les différences entre les récits d'un conflit peuvent contribuer à prévenir de futures flambées de violence.

Plus de 40 pays du monde, dans lesquels vivent environ 1,5 milliard de personnes, sont considérés comme étant fragiles ou touchés par la violence ou un conflit. Ils comptent parmi les plus pauvres du monde.

Hébergé par l'Université de Lausanne, ce projet comprend une formation internationale pour doctorants et un programme de mentorat. Ses travaux se concentrent sur trois contextes fragiles: le Sri Lanka, le Burundi et les Territoires palestiniens, des régions qui ont toutes connu des violences répétées.

Le projet vise avant tout à promouvoir la paix en recueillant les témoignages de personnes impliquées dans des conflits. L'idée de base est d'encourager d'anciens belligérants à s'exprimer librement et à partager leurs comptes rendus du conflit. Le projet entend ainsi favoriser la tolérance politique et la résilience collective pour le cas où les communautés concernées devraient à nouveau faire face à des violences ou à des provocations politiques.

Au Sri Lanka, le projet encourage par exemple la constitution d'« archives vivantes ». Les chercheurs collaborent avec des organisations locales à travers tout le pays afin d'organiser des ateliers qui invitent les participants à partager leurs témoignages avec un large public.



En 2015, les chercheurs ont franchi une étape importante en compilant un vaste éventail de témoignages individuels provenant de différents pays et contextes. Ces récits de témoins oculaires vont bien au-delà des comptes rendus officiels. Ils révèlent à quel point la description et l'interprétation d'un même conflit divergent d'une personne à l'autre parmi ceux qui ont participé aux combats ou en ont souffert.

Le Projet mémoires plurielles s'inscrit dans le Swiss programme for Research on Global Issues for Development (programme r4d), qui est mené conjointement par la DDC et le Fonds national suisse (FNS). Le programme r4d vise à encourager des solutions basées sur la recherche afin de réduire la pauvreté en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et d'assurer l'accès des sociétés des pays émergents et en développement aux biens publics.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE SOURCE D'INSPIRATION POUR LES ARTISTES

Dans toute société, l'art et la culture jouent un rôle particulier. La préservation de la diversité culturelle est essentielle à l'identité de la société et au dialogue interculturel. Les œuvres artistiques permettent toutefois aussi de modifier la perception des choses et les modes de pensée ; elles incitent la société à se confronter à la réalité actuelle. Afin de promouvoir le développement durable, la Suisse soutient le secteur culturel dans ses pays partenaires, de même que la variété des formes d'expression artistique. Elle facilite par ailleurs l'accès d'artistes et de productions culturelles du Sud et de l'Est au public et au marché culturel suisses.

L'EFFET DOMINO D'UN ART DE QUALITÉ

Mallika Taneja, artiste indienne, est membre du Tadpole Repertory, qui regroupe des professionnels du théâtre, et cofondatrice du festival Lost and Found de Delhi. En 2015, elle a reçu le Prix d'encouragement de la Banque cantonale de Zurich pour sa courte pièce Thoda Dhyam Se (Be careful), présentée au festival zurichois Theater Spektakel. En quinze minutes à peine, son spectacle satirique met en évidence l'absurdité des codes de conduite bien intentionnés destinés aux femmes indiennes, comme la règle de porter des « tenues décentes et non provocantes » pour se protéger contre le viol.



Mallika, qu'est-ce que ce prix représente pour vous ?

Ce prix m'apporte ce dont rêve tout artiste indépendant : une sécurité financière qui me laisse le temps de créer. De plus, toute forme de reconnaissance valide votre travail et vous fait connaître. Je suis très heureuse de ce prix.

Qu'est-ce qui vous importe dans votre travail d'actrice ?

J'aime faire des choses qui sont en prise sur notre actualité et qui parlent au public. Je ne tiens pas à transmettre un message politique ou social spécifique. Une bonne représentation transmet des émotions, un élan intellectuel ou

de l'énergie. C'est une source d'inspiration. Si elle est de qualité, elle aura un effet domino. Elle vous entraînera dans son sillage, dans son ressenti. Sinon, à quoi bon monter sur scène ? Pourquoi faire venir les gens dans une salle, si vous ne voulez pas atteindre leur sensibilité ? Nous savons désormais qu'une représentation théâtrale recèle un potentiel énorme pour initier des changements sociopolitiques. Cette manière de s'adresser aux gens est très directe, c'est un échange d'énergie. Sa puissance permet de modifier des points de vue, des idées, des émotions. Elle peut provoquer toute sorte de changements. J'apprécie beaucoup l'échange avec le public. Je suis surprise et parfois même submergée par le soutien qu'il m'apporte.

Et quel est le principal défi ?

Le principal défi, c'est de rester honnête. C'est très difficile, surtout maintenant, alors que je donne toutes ces interviews, avec toutes mes théories. Mais je me demande sans cesse si je vais réussir à répondre aux attentes. Comment fournir sans cesse une activité qui a de l'importance et crée de la résilience ? Il est très difficile de définir la vérité et l'honnêteté, de les comprendre et de s'y tenir.

Quel est le rôle d'événements culturels pour une société ?

Si nous apportons le théâtre à nos voisins, nous créerons un autre écosystème propice aux arts et toucherons d'innombrables nouveaux spectateurs. Au fil des ans, le théâtre fera évoluer la culture de la ville et améliorera les interactions entre ses habitants.

DES ARTISTES AU CHEVET DE LA MONTAGNE



Le programme Sustainable Mountain Art (SMart) a été lancé en 2014 par la Fondation pour le développement durable des régions de montagne (FDDM), basée à Sion. Soutenu par la DDC, SMart vise à sensibiliser les autorités et la population aux défis des régions de montagne à travers l'art. Quatre thématiques sont au cœur de SMart : le changement climatique, l'eau, la migration et la sécurité alimentaire, ce qui correspond à quatre programmes globaux de la DDC. Le programme SMart court sur une période de cinq ans.

Depuis l'automne 2014, quatre photographes du Sud et de l'Est ont été accueillis dans des rési-

dences d'artistes grâce au soutien du canton du Valais. Ils ont été sélectionnés avec l'aide de partenaires culturels de divers pays. C'est le cas de Maralgua Badarch, qui est arrivée de Mongolie durant l'hiver 2015. Conformément à la vision mystique de la montagne qui imprègne la culture de son pays, elle considère les montagnes valaisannes comme des géants aux pieds d'argile. Lors de son exposition à Brigue, les visiteurs ont pu contempler ses œuvres et visiter l'exposition de la DDC «Aaruul und Justistaler: la Mongolie et la Suisse en images». Le public en Mongolie a par la suite également découvert ses photos.

En effet, la FDDM et ses partenaires s'engagent à ce que chaque séjour donne lieu à des expositions en Suisse et dans le pays d'origine de l'artiste. Ils encouragent également les échanges avec des artistes. C'est ainsi qu'une belle amitié est née entre le photographe rwandais Cyril Ndegeya et le Montheysan Fabrice Erba. Cette complicité a donné naissance à un autre projet photographique, dédié à «la face cachée de l'eau». Au Rwanda, leur travail a rencontré un écho très positif.

Pour sa part, le photographe et philosophe péruvien Alejandro León Cannock a été frappé par l'ampleur des effets du réchauffement climatique en Valais: «Qu'advient-il de l'eau qui coule dans les bisses et partout en Valais lorsque les glaciers auront disparu ?» Lors de son séjour à Sierre, Alejandro León Cannock s'est donc employé à fixer les transformations visibles du paysage alpin dans son objectif.

Toutes les œuvres sont à découvrir sur : www.sustainablemountainart.ch

PAYS ET RÉGIONS PRIORITAIRES

DDC ET SECO 2015

DDC		2015	2014		SECO		2015	2014		Contribution à l'élargissement de l'UE DDC/SECO	
Pays et régions prioritaires Sud		Mio Fr.	Mio Fr.		Pays prioritaires Sud		Mio Fr.	Mio Fr.			
Afrique subsaharienne	Grands Lacs ¹	32.2	27.3	1	Afrique subsaharienne	Ghana	17.3	16.1	11	Europe de l'Est et CEI	
	Afrique australe ²	29.0	24.3	2	Afrique du Sud	11.8	8.1	12	Pologne		
	Mozambique	28.8	23.3	3	Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient	Tunisie	13.3	6.8	3		Hongrie
	Tanzanie	26.3	23.5	4	Égypte	7.8	13.1	4	Slovaquie		
	Niger	22.6	18.1	5	Amérique latine	Pérou	19.5	10.0	5		Roumanie
	Mali	22.0	21.5	6	Colombie	10.1	6.3	6	Rép. tchèque		
	Corne de l'Afrique ³	21.7	16.9	7	Asie	Viet Nam	18.2	19.1	6		Lituanie
	Burkina Faso	21.3	16.6	8	Indonésie	16.6	18.2	7	Estonie		
	Tchad	18.8	22.7	9					Bulgarie		
	Bénin	18.6	15.3	10					Lettonie		
Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient	Afrique du Nord ⁴	19.0	12.7	1	DDC Aide humanitaire		2015	2014			Slovénie
	Territoire palestinien occupé	14.6	14.0	2	Régions principales d'intervention		Mio Fr.	Mio Fr.			Chypre
Amérique latine	Amérique centrale ⁵	37.4	37.9	1	Afrique subsaharienne	Corne de l'Afrique ⁸	28.4	21.7	A	Malte	
	Bolivie	29.4	25.8	2	Soudan du Sud	24.9	17.7	B			
	Cuba	9.3	9.4	3	Yémen	10.9	7.4	C			
	Haïti	6.3	8.9	4	Congo (Rép. Dém.)/Kivu	9.9	8.8	D			
Asie	Mékong ⁶	65.5	59.1	1	République centrafricaine	9.2	6.5	E			
	Hindou Kouch ⁷	38.9	37.0	2	Sahel ⁹	8.9	17.4	F			
	Népal	38.7	37.4	3	Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient	Proche-Orient ¹⁰	101.0	60.2	G		
	Bangladesh	30.9	26.0	4	Afrique du Nord ⁴	10.8	9.6	H			
	Mongolie	23.3	19.5	5	Amérique latine	Colombie	11.3	10.9	I		
					Haïti	8.5	8.2	J			
					Asie	Myanmar	13.1	10.2	K		
						Corée du Nord	9.4	7.3	L		
						Sri Lanka	5.3	5.0	M		

¹ Burundi, Rwanda, Congo (Rép. Dém.)

² Lesotho, Malawi, Afrique du Sud, Zimbabwe, Swaziland, Zambie

³ Éthiopie, Érythrée, Djibouti, Kenya, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Yémen

⁴ Libye, Maroc, Tunisie, Égypte

⁵ Nicaragua, Honduras

⁶ Myanmar, Cambodge, Laos, Viet Nam

⁷ Afghanistan, Pakistan

⁸ Éthiopie, Érythrée, Djibouti, Kenya, Somalie

⁹ Mali, Afrique de l'Ouest

¹⁰ Syrie, Iraq, Jordanie, Liban, Territoire palestinien occupé

¹¹ Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan

¹² Azerbaïdjan, Arménie, Géorgie

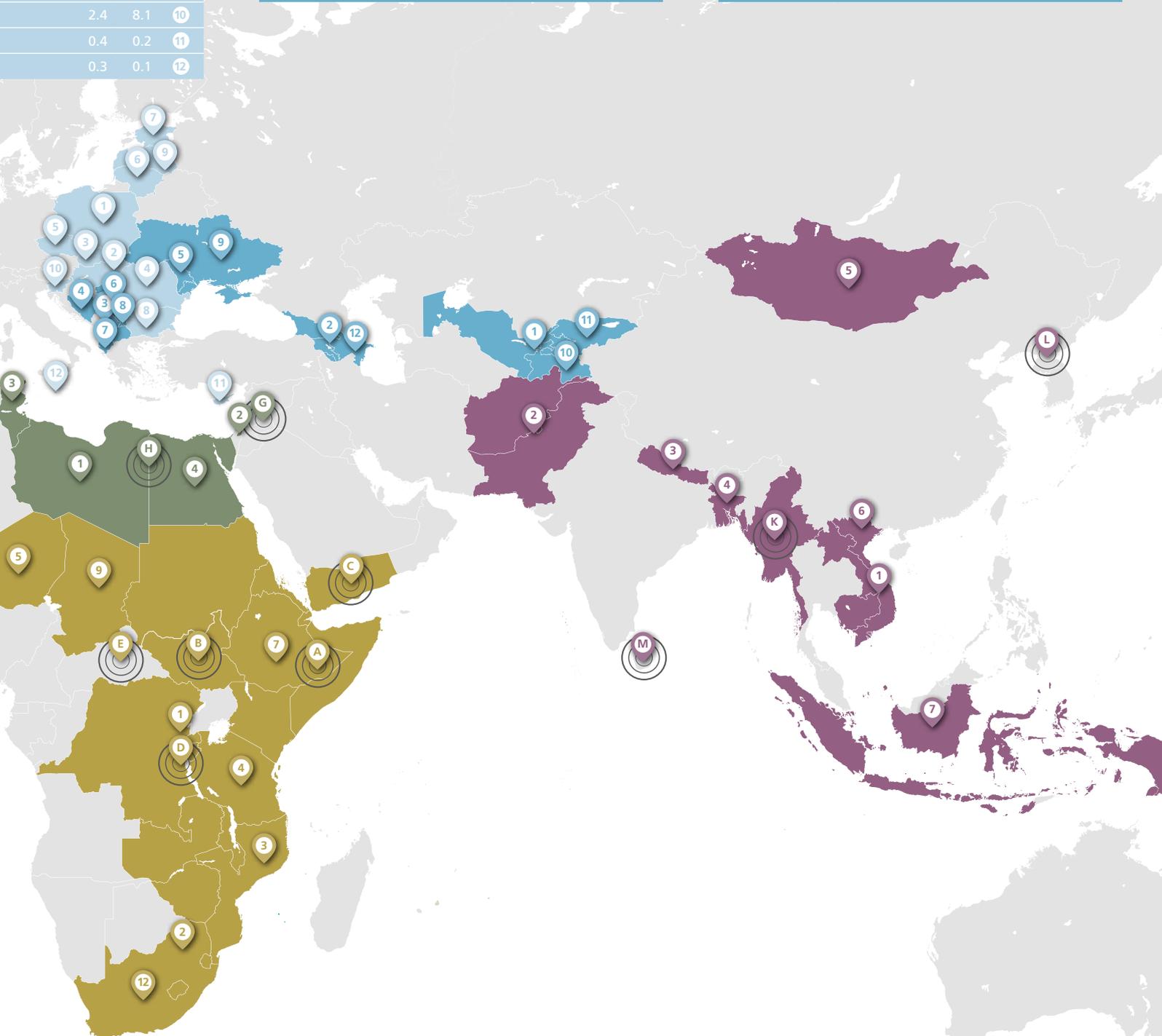
2015 Mio Fr.	2014 Mio Fr.	
74.1	79.1	1
22.6	12.9	2
20.1	16.6	3
18.5	14.3	4
13.9	11.1	5
9.5	14.4	6
6.0	4.7	7
5.5	5.1	8
5.3	5.8	9
2.4	8.1	10
0.4	0.2	11
0.3	0.1	12

DDC
Pays et régions prioritaires Est

	2015 Mio Fr.	2014 Mio Fr.	
Europe de l'Est et CEI			
Asie centrale ¹¹	34.0	32.3	1
Caucase du Sud ¹²	17.2	13.7	2
Kosovo	14.7	12.7	3
Bosnie-Herzégovine	13.9	12.9	4
Moldavie	12.8	10.8	5
Serbie	12.0	10.3	6
Albanie	11.6	11.8	7
Macédoine	10.9	9.3	8
Ukraine	8.7	6.7	9

SECO
Pays prioritaires Est

	2015 Mio Fr.	2014 Mio Fr.	
Europe de l'Est et CEI			
Tadjikistan	14.0	18.4	10
Kirghizistan	12.6	14.4	11
Ukraine	10.4	11.6	9
Kosovo	8.9	8.7	3
Albanie	8.9	12.3	7
Bosnie-Herzégovine	7.8	4.6	4
Macédoine	4.9	5.1	8
Serbie	3.6	4.5	6
Azerbaïdjan	1.1	2.3	12





Un groupe de femmes récolte du cacao en Indonésie. Depuis quatre ans, le SECO soutient en Indonésie le programme de production durable de cacao, qui a pour objectif de développer toute la chaîne de création de valeur dans le respect de l'environnement dans le secteur du cacao indonésien. Il s'agit également de favoriser une compréhension plus approfondie du commerce international, de faciliter l'accès au marché international et de permettre les relations commerciales avec les importateurs suisses et européens.

UN CONTEXTE PROPICE À LA CRÉATION D'UN GRAND NOMBRE DE MEILLEURS EMPLOIS

Partout dans le monde, neuf emplois sur dix relèvent de l'économie privée. Il faut toutefois des institutions étatiques efficaces, des services publics fiables et une gouvernance d'entreprise responsable pour assurer un contexte économique attrayant et durable.

Pour les entreprises, une infrastructure solide et des services fiables (réseau électrique, approvisionnement en eau et installations sanitaires de base) sont tout aussi essentiels qu'un cadre économique, légal et réglementaire adéquat. Voilà pourquoi la Suisse appuie ses pays partenaires dans la mise en œuvre de réformes visant à améliorer les services publics et les institutions étatiques.

Au Pérou, un programme pilote aide par exemple l'administration publique des finances à optimiser l'établissement du budget, à contrôler les dépenses et à générer des recettes fiscales. En Albanie, diverses villes bénéficient d'un soutien pour fournir de l'eau à la population et à l'économie locale. L'année dernière, les services des eaux ont ainsi pu accroître leurs prestations, de même que la couverture de leurs frais d'exploitation. Grâce à des compteurs d'eau, les coûts sont enregistrés avec plus de précision et un meilleur système assure leur encaissement.

Bonne gestion d'entreprise: quand le secteur privé assume ses responsabilités

Une bonne infrastructure ne suffit toutefois pas à elle seule. A l'instar des États, qui doivent respecter des règles, le secteur privé a besoin de directives pour que les entreprises soient gérées de manière responsable. La bonne gestion d'entreprise, également appelée « gouvernance d'entreprise », figure depuis la fin des années 1990 parmi les thématiques de la coopération internationale de la Suisse. Il s'agit d'un ensemble de prescrip-

tions, de valeurs et de principes, qui régissent la gestion et la surveillance des entreprises privées.

La gouvernance d'entreprise ainsi que la création d'un contexte propice à l'extension de l'économie privée concordent avec l'Agenda 2030 de développement durable, adopté en 2015 par l'ONU. Celui-ci réserve en effet une grande place à la mobilisation de capitaux privés et à la conclusion de partenariats avec le secteur privé afin de financer la réalisation des objectifs de développement. Le nouveau Message sur la coopération internationale de la Suisse, qui couvre la période 2017 à 2020, prévoit d'investir davantage dans les entreprises et de renforcer les normes internationales afin de favoriser la création d'un plus grand nombre d'emplois décents.

Le SECO apporte son appui là où les bases légales font défaut ou s'avèrent lacunaires. Il vise alors à créer un cadre institutionnel en vue de promouvoir des normes pour la gouvernance d'entreprise et de développer les capacités requises à cet effet. Le SECO sensibilise par ailleurs les acteurs concernés à l'importance que les investisseurs accordent au respect des normes de la gouvernance d'entreprise et de la responsabilité sociale.

Instauration de la gouvernance d'entreprise en Indonésie

En collaboration avec la Société financière internationale (SFI) du groupe de la Banque mondiale, le SECO a soutenu en 2015 plusieurs projets de gouvernance d'entreprise. La SFI fournit ainsi des

conseils directs à des entreprises indonésiennes pour les aider à accroître la transparence et à améliorer la protection des actionnaires. Dans le même temps, elle apporte son appui aux instances publiques dans l'élaboration et la mise en œuvre de lois et de prescriptions. Enfin, la SFI développe les capacités de partenaires locaux, qui se chargeront ensuite de conseiller les entreprises.

En collaboration avec ses partenaires, la SFI a atteint en 2015 plus de 3000 acteurs, dont 900 femmes, au sein d'entreprises familiales, de

sociétés par actions, de banques et d'entreprises étatiques d'Indonésie. Le projet leur a permis d'appliquer des normes spécifiques pour optimiser leurs organismes.

L'engagement suisse ne s'arrête pas à la gouvernance d'entreprise

Depuis 2012, le SECO suit par ailleurs en Indonésie un projet qui va au-delà de la gouvernance d'entreprise. Le Sustainable Cocoa Production Program (SCPP), que le SECO réalise avec diffé-



Un projet soutenu par le SECO a pour objectif de promouvoir la gouvernance d'entreprise en Indonésie.

rents partenaires, comprend d'autres conditions-cadres propices à un développement économique durable: il entend développer l'ensemble de la chaîne de création de valeur du secteur indonésien du cacao et améliorer ainsi les conditions de vie de quelque 60 000 petits producteurs.

« Le SECO soutient à travers un partenariat public-privé des petits paysans dans le domaine de la production durable de cacao. Une récolte de meilleure qualité et plus abondante contribue à renforcer leur compétitivité et facilite leur accès aux marchés internationaux. »

Un appui technique et des cours de formation continue visent à améliorer et à certifier les méthodes de culture et d'autres facteurs de production dans l'agriculture. Ces mesures augmenteront le rendement à l'hectare, de même que la qualité des fèves de cacao. Le projet prévoit aussi de mettre en place un conditionnement moderne des récoltes, la traçabilité des livraisons et un modèle de prestations amélioré, ainsi que d'instaurer un commerce du cacao transparent. Le SCPP s'efforce d'amener les instances concernées à mieux comprendre le commerce international. Ces connaissances leur faciliteront l'accès au marché mondial et simplifieront leurs relations avec les importateurs suisses et européens.

Des changements aussi profonds passent par un partenariat avec tous les acteurs pertinents des secteurs public et privé. Le SCPP collabore de ce fait avec 4500 groupements de producteurs de cacao, qui sont à leur tour associés avec un millier de micro-entreprises travaillant en amont ou en aval, ainsi qu'avec des organisations de paysans et des PME. Dix multinationales du cacao et du chocolat, des services étatiques et des ONG sont également impliqués dans le projet. Le budget de celui-ci se monte à près de 16 millions de francs, dont environ 6,5 millions proviennent du SECO.

« Pour nombre de pays partenaires, la promotion des produits issus de l'agriculture biologique ou du commerce équitable représente une bonne possibilité de pénétrer sur les marchés de la Suisse et de l'UE. »

En aidant aussi bien les acteurs publics que privés à élaborer et à diffuser des règles et des normes propices à l'économie, le SECO encourage une bonne gouvernance économique. Et celle-ci est indispensable pour réaliser les objectifs stratégiques de développement définis par le SECO.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE

- Stabilité financière et bonne gouvernance
- Croissance durable du commerce
- Développement du secteur privé et des services financiers
- Infrastructures et développement urbain

Une croissance économique soutenue est indispensable pour réduire la pauvreté et les inégalités. Or le secteur privé est le principal moteur de cette croissance. L'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale leur ouvre des débouchés ainsi que l'accès à des sources d'investissements.

Dans les pays partenaires, la Suisse encourage une croissance économique durable fondée sur une assise solide. A cet effet, elle concentre ses activités sur les domaines suivants: gestion des moyens publics, conditions régissant les investissements privés, stabilité du secteur financier, financement du service public, infrastructures, exploitation des ressources, libéralisation du commerce et marché du travail.

MACÉDOINE : UN SYSTÈME DE MARCHÉ QUI PROFITE À TOUS

Deux responsables du programme pour la Macédoine auprès de l'Ambassade de Suisse à Skopje expliquent de quelle manière les initiatives de la DDC pour le développement économique apportent des bienfaits aux groupes marginalisés et vulnérables.



Le développement économique est un accent relativement nouveau de la coopération stratégique de la Suisse en Macédoine. Parmi les modèles fondés sur le marché soutenus par la DDC, plusieurs doivent bénéficier à des groupes vulnérables. L'un de ces projets est Our Good Earth, soit la première coop-

érative macédonienne d'acheteurs bio, qui a remporté en 2015 le Prix macédonien d'impact social pour son approche innovante. Responsable du programme pour la Macédoine auprès de l'Ambassade de Suisse à Skopje, Lilian Kandikjan explique: «Si Our Good Earth a remporté ce prix, c'est grâce à son modèle unique d'agriculture communautaire et de souveraineté alimentaire. Dans l'approche appliquée, les consommateurs aident directement les petits paysans à cultiver leurs champs, à distribuer les produits et à assumer les risques financiers dans les zones rurales les plus reculées du pays. De plus, la coopérative offre aux agriculteurs un accès direct au marché bio de Skopje, où ils peuvent vendre leurs produits 30 % plus cher.»

D'autres projets importants de la coopération suisse dans les Balkans occidentaux visent à favoriser l'intégration des Roms. Durant l'année écoulée, le soutien de la DDC a permis à un millier de personnes vulnérables, dont des Roms, de trouver des emplois rémunérés. Dans ce cadre, le mentorat a joué un rôle crucial, car il a aidé les représentants de communautés roms à accéder à des mesures existantes en faveur de l'emploi et à accroître leurs compétences en suivant une formation et des stages.

Aneta Damjanovska, chargée de programme à l'Ambassade de Suisse à Skopje, souligne l'importance du mentorat: «Il a été introduit afin de fournir aux Roms l'aide requise pour trouver un emploi et a assuré une bonne promotion du travail indépendant ainsi que d'emplois exigeant des qualifications élevées (TIC, dentisterie et droit). L'agence macédonienne de l'emploi a désormais adopté cette approche couronnée de succès et l'a ouverte à tous les groupes vulnérables.»

CRÉER DES EMPLOIS AU GHANA

Par l'intermédiaire de l'Organisation internationale du travail (OIT), la Suisse favorise la formation en entreprise au Ghana afin d'améliorer la productivité et les conditions de travail.

Responsable des activités, Kwamina Amoasi Andoh explique comment le projet de Promotion d'entreprises compétitives et responsables (SCORE) crée un plus grand nombre de meilleurs emplois.

Monsieur Andoh, quelles sont les caractéristiques du projet SCORE?

Le projet montre que de bonnes conditions de travail améliorent la productivité des entreprises, de même que la qualité des biens et des services produits.

Comment SCORE améliore-t-il les conditions de travail?

SCORE aide les entrepreneurs et les travailleurs à collaborer afin de trouver des solutions communes pour accroître la propreté et la sécurité des postes de

travail. Ils préviennent ainsi les blessures et rendent l'environnement de travail plus attrayant. Les ouvriers sont plus heureux, l'absentéisme et la rotation du personnel diminuent, tandis que la productivité augmente.

Quels sont les avantages pour les entreprises ghanéennes?

Grâce à la hausse de la productivité et de la qualité, elles attirent davantage de clients, elles accroissent leur volume d'affaires et créent de nouveaux emplois.

La manufacture ghanéenne Perfteck a par exemple triplé le nombre de ses employés après avoir suivi le projet SCORE. En augmentant la productivité du travail et en améliorant l'efficacité des ressources, l'entreprise a décroché les

commandes de deux entreprises multinationales et quadruplé sa production.

Malgré un contexte très difficile ces dernières années, aucune des entreprises qui ont suivi les cours de SCORE n'a mis la clé sous la porte au Ghana, alors que d'autres ont été obligées de fermer.



RÉSULTATS SÉLECTIONNÉS 2015



► **Le SECO encourage un commerce inclusif et respectueux des aspects sociaux et environnementaux.**

En **Colombie**, par exemple, le SECO soutient notamment des associations de producteurs de cacao dans l'application de pratiques de production durable. Depuis son lancement jusqu'en 2015, ce programme a bénéficié à 2020 personnes de manière directe et à 2700 autres de manière indirecte (dont un tiers de femmes). L'an dernier, le réseau de producteurs locaux « Red Cacaotera » a pu ainsi exporter 132 tonnes de chocolat de qualité supérieure en Suisse, en Grande-Bretagne, en Belgique et au Japon, soit une augmentation de 46 % par rapport à l'année précédente.

► **La Suisse dispose d'une longue expérience dans le développement du secteur privé dans ses pays partenaires. Son engagement pour les partenariats avec le secteur privé occupe une place centrale.**

L'association à but non lucratif « Swiss Capacity Building Facility », comprenant la DDC et diverses compagnies et fondations privées, apporte une assistance technique à des institutions financières

de pays en développement telles que compagnies d'assurance, institutions de microfinance, banques d'épargne et commerciales pour leur permettre de mieux servir les populations les plus pauvres. Sur la base des progrès réalisés, l'objectif de 720 000 nouveaux clients devrait être atteint à fin 2017.

► **Les activités du SECO favorisent la mise en place de conditions-cadres favorables au commerce, facilitent l'accès des PME aux capitaux et valorisent l'entrepreneuriat responsable.**

Au **Proche-Orient** et en **Afrique du Nord**, le SECO soutient depuis 2012 un programme visant à améliorer les conditions-cadres et les prestations destinées aux PME ainsi qu'à développer une offre durable de services de microfinance et de services bancaires. Les résultats obtenus jusqu'à maintenant sont encourageants: en 2015, les treize instituts financiers répartis dans cinq pays ou régions différentes qui ont bénéficié d'un soutien en matière de services de microfinance ont accordé 960 779 microcrédits, pour une valeur totale de 729 millions de dollars. Les femmes se sont vu octroyer 549 721 microcrédits. Quant aux PME, elles ont obtenu 5986 crédits, pour une valeur totale de 413 millions de dollars.



Une femme kirghize vote lors des élections nationales. La participation active de la population à la vie politique compte parmi les principaux objectifs de la coopération internationale de la Suisse. L'une des préoccupations majeures de la DDC est donc de promouvoir la démocratie. Les piliers sur lesquels reposent les efforts de démocratisation sont le renforcement de la société civile et la création d'espaces de dialogue et de concertation entre la société civile et les pouvoirs publics aux niveaux local, régional et national.

QUAND LA POPULATION DÉCIDE AU NIVEAU COMMUNAL

De longues années de corruption et de restriction des libertés individuelles ont sapé la confiance que les citoyens et les citoyennes des anciens pays communistes plaçaient dans leurs gouvernements. C'est aussi le cas au Kirghizistan. En lançant des initiatives au niveau local, la Suisse s'attache à promouvoir la démocratie sur place.

Après des progrès rapides durant les années 1990 et les espoirs soulevés par le printemps arabe début 2011, les idéaux démocratiques traversent une période agitée depuis quelques années. Dans son dernier rapport annuel, Freedom House, une organisation qui suit l'évolution des droits politiques et des libertés civiles dans le monde, souligne pour la neuvième année consécutive une détérioration générale de la situation. Malgré ce contexte défavorable, la promotion de la démocratie reste l'une des priorités de la Suisse.

La DDC n'essaie toutefois nullement d'imposer un modèle unique de gouvernance démocratique. Elle adapte au contraire ses interventions à chaque contexte et essaie, dans la mesure du possible, d'améliorer les structures existantes. Aider un pays à progresser sur la voie de la démocratie est un processus long et complexe, qui nécessite un engagement multidimensionnel. La DDC collabore de ce fait avec de nombreux acteurs des différents échelons du pouvoir, qui vont des simples citoyens aux parlements et aux ministères en passant par les organisations de la société civile.

Redonner la parole et le pouvoir aux citoyens

Encourager la décentralisation et les pratiques démocratiques au niveau local compte parmi les domaines où la Suisse jouit d'une longue expérience. Dans ce contexte, la décentralisation consiste à transférer des responsabilités et des ressources aux autorités régionales et locales. Au

Kirghizistan, le pays d'Asie centrale le plus engagé sur la voie démocratique, la DDC soutient depuis 2011 un projet qui vise à renforcer la participation de la population aux décisions budgétaires au niveau communal. Mis en œuvre par une ONG locale, ce projet fournit aux citoyens les outils nécessaires non seulement pour influencer les décisions concernant l'allocation des moyens financiers, mais aussi pour demander des comptes aux autorités.

Concrètement, les citoyens forment des groupes d'initiative, au sein desquels ils débattent des questions importantes pour leur village et définissent des priorités. En collaboration avec l'administration locale, ils élaborent ensuite des propositions pour répondre aux besoins que la communauté juge les plus urgents. Les représentants de la population bénéficient en outre d'une formation sur la planification budgétaire et la gestion des finances, de manière à pouvoir s'exprimer sur l'affectation des fonds lors des discussions avec les autorités communales. Le processus débouche sur un plan d'action commun. Sa gestion et le suivi de sa mise en œuvre sont assurés conjointement par les groupes d'initiative et les représentants des autorités locales. Cette manière de procéder garantit une affectation des fonds en fonction des besoins locaux, tout en assurant un maximum de transparence et en responsabilisant les autorités.

Les autorités locales ne disposent pas toujours des ressources nécessaires pour fournir des prestations de qualité à leurs administrés. Un second



Des enfants se rendent à la nouvelle école enfantine de la commune de Bosteri, mise sur pied par un projet de la DDC.

axe du projet prévoit dès lors de former les représentants des municipalités afin d'élargir leurs compétences de gestion et d'axer davantage leur gouvernance sur les initiatives des citoyens.

Enfin une nouvelle école enfantine !

Dans le cadre de ce projet, la DDC accorde de petites contributions à des projets identifiés comme prioritaires lors des consultations populaires. Destinées à promouvoir des initiatives locales, ces contributions doivent être remplacées à moyen terme par des ressources nationales. Jusqu'ici, 58 projets ont été réalisés, qui bénéficient à quelque 500 000 personnes.

L'un d'entre eux a consisté à agrandir l'école enfantine de la commune de Bosteri. Comme l'école existante ne pouvait pas accueillir tous les

enfants, nombre de femmes étaient dans l'impossibilité de travailler et de contribuer au revenu du ménage. En 2012, Rosa Toktobajeva a rejoint le groupe d'initiative de son village.

« Au niveau local, la Suisse fait prendre conscience aux populations rurales de l'importance de connaître leurs droits et de faire entendre leur voix sur les questions relatives aux services publics pour que soit amélioré l'accès à ces services et que les responsables soient amenés à mieux rendre compte de leur action. »

« Grâce à la formation, aux discussions et aux auditions publiques, nous avons appris à engager le dialogue avec les autorités locales et à faire valoir nos préoccupations, déclare-t-elle. Du fait

de ce projet, le manque de place a été reconnu comme un problème urgent. » Une fois les autorités convaincues, l'école enfantine a pu être transformée et agrandie grâce à une contribution allouée par le projet. Elle peut désormais accueillir 20 à 24 enfants supplémentaires. A l'instar de cette école enfantine, plus de 67 % des projets réalisés grâce aux contributions s'attaquent aux problèmes que rencontrent principalement les femmes, les jeunes et les personnes les plus défavorisées.

Retour progressif de la confiance

Les activités au niveau local conviennent particulièrement bien pour promouvoir la démocratie. Impliquant des contacts directs entre gouvernants et gouvernés, elles permettent de rétablir la confiance des citoyennes et des citoyens envers les autorités. Dans beaucoup de pays, cette confiance a en effet été mise à mal par la corruption et des années de restriction des libertés individuelles. Donner voix au chapitre aux habitants en matière politique renforce également la cohésion sociale au sein des communautés. Selon les sondages, la population des communes participant au projet est nettement plus satisfaite des prestations fournies (le taux de satisfaction a atteint 45 % en 2014, contre 22 % au début du projet).

Le maire du village kirghize de Bosteri, Timour Ajiltchiev, résume les choses ainsi : « Participer à ce projet nous a offert une bonne occasion de

prouver nos compétences en matière de gestion. Nous avons aussi appris à assumer pleinement nos responsabilités budgétaires. De plus, grâce aux nouvelles procédures, la population fait davantage confiance aux autorités. »

Participation au débat politique national

Afin d'ancrer les progrès réalisés au niveau local dans le cadre légal national, la DDC soutient également les réformes politiques. Elle vise ainsi à promouvoir la décentralisation financière au Kirghizistan, afin d'accroître les moyens mis à la disposition des autorités régionales et locales. Les intenses efforts déployés par la DDC au niveau politique ont par exemple conduit à l'adoption d'une trentaine de modifications législatives au plan national.

« La Suisse soutient le processus de transition des pays d'Asie centrale depuis le début des années 90. »

Ces révisions de lois renforcent la décentralisation et contrent les sérieuses menaces qui pèsent sur les réformes en cours. Ces efforts ont été complétés par un projet suisse financé par le SECO, destiné à accroître la transparence de l'administration publique des finances ainsi que des flux financiers entre le gouvernement central et les autorités locales.

DÉMOCRATIE ET ÉCONOMIE DE MARCHÉ

- Consolidation des parlements, démocratisation et réforme de l'Etat
- Promotion de l'administration locale
- Déploiement de l'économie de marché

La Suisse soutient la transition des pays du Sud et de l'Est vers des systèmes démocratiques et sociaux fondés sur l'Etat de droit et l'économie de marché, et dotés d'administrations locales de proximité. La promotion de la démocratie vise en priorité à renforcer les parlements, le système judiciaire et la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et sa prévention occupant à ce titre une place particulière. Dans son engagement en faveur de la transition, la Suisse s'attache également à améliorer le contexte dans lequel évolue le secteur privé.

SLOVAQUIE : UNE RECETTE POUR LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE

En Slovaquie, un taux de chômage élevé parmi les jeunes risque d'avoir un effet délétère sur la société, et ce durant des années. Grâce à sa contribution à l'élargissement, la Suisse encourage la mise en place d'une formation professionnelle duale.



Une formation axée davantage sur les besoins du marché de l'emploi et une articulation plus étroite entre théorie et pratique devraient réduire à moyen terme le chômage parmi les jeunes Slovaques, qui avoisine actuellement 30 %. Les plans de

formation de plusieurs filières ont été revus avec l'appui de l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP) et des programmes d'apprentissage proches de la pratique ont été adoptés en accord avec des écoles professionnelles,

des entreprises et des organisations professionnelles de la chimie, du bâtiment, du secteur électrotechnique, de l'industrie alimentaire et de la restauration. Dans dix écoles professionnelles, plusieurs centaines de jeunes accomplissent déjà une partie de leur apprentissage tout en travaillant dans des entreprises privées ou publiques. La nouvelle loi sur la formation professionnelle, adoptée en avril 2015, s'inspire également de l'expérience suisse et fait de la formation duale la nouvelle norme nationale. En parallèle, une vaste campagne d'information souligne les avantages de l'apprentissage en tant que choix professionnel.

Grâce à sa contribution à l'élargissement (qui ne fait pas partie de l'aide publique au développement) la Suisse soutient des projets dans les treize pays qui ont adhéré à l'Union européenne (UE) depuis 2004. Elle apporte ainsi une contribution solidaire à la réduction des disparités économiques et sociales dans l'UE élargie.

DES FINANCES SOLIDES POUR LA COLOMBIE

La Colombie participe de plus en plus à l'économie mondiale et fait preuve d'initiative entrepreneuriale. Le SECO aide ce pays à renforcer ses finances publiques.

Afin de favoriser une croissance économique durable en Colombie, le SECO a assuré l'année dernière la formation de plus de 480 employés de divers services publics dans le cadre d'un projet multilatéral. Cette formation vise à accroître la capacité des fonctionnaires à réformer de manière efficace différents domaines du secteur public. Les cours ont notamment porté sur les impôts communaux, la budgétisation des prestations et des plans comptables répondant aux normes internationales.

Les participants proviennent du Ministère des finances, du Département national de la planification, de l'Office supérieur de la comptabilité nationale, de l'Office national de la statistique et de la Banque centrale. Ils ont souligné que le projet de SECO a surtout permis d'améliorer la

collaboration et la coordination entre les diverses institutions étatiques.

Lancé en 2013, le projet sera mis en œuvre jusqu'en 2018. Il a déjà obtenu

des résultats remarquables, qui aident la Colombie à progresser sur la voie de l'adhésion à l'OCDE. Le projet a ainsi conduit le pays à intégrer plusieurs recommandations dans le plan national de développement 2014-2018, qui définit les priorités du gouvernement. Leur application améliorera durablement la compétitivité internationale de la Colombie.



RÉSULTATS SÉLECTIONNÉS 2015



► **Dans le cadre du traitement des causes de conflits et de la consolidation de la paix, grâce à son expertise et son attachement aux droits de l'homme, la Suisse se positionne comme acteur crédible.**

Dans la **région des Grands Lacs**, dans le cadre d'un important programme de sécurisation foncière au nord du Burundi, la DDC offre un appui aux services fonciers communaux chargés de l'enregistrement des terres. Les citoyens concernés obtiennent avec plus de facilité des titres de propriété ; le cas échéant, des groupements villageois sont invités à participer directement à la résolution de conflits liés aux terres. À ce jour, sur près de 850 conflits fonciers, plus de la moitié ont pu être résolus par la création de commissions de réconciliation et la médiation, et les terrains concernés rendus à leurs propriétaires originaux.

► **Grâce à son engagement continu dans 12 pays et régions partenaires dits « fragiles », la Suisse a contribué à redonner une perspective de développement à plus long terme, tout en parvenant à améliorer les conditions de vie des populations.**

En **Afghanistan**, le soutien de la DDC à la Commission nationale des droits de l'Homme et la consolidation concomitante de la société civile ont permis de renforcer les droits de l'homme. Comme en témoigne la perception de plus de 1000 Afghanes qui disent se sentir plus en sécurité dans 29 des provinces du pays. Enfin, grâce à l'appui de la DDC, qui a aussi contribué à rendre le système judiciaire plus performant, plus de 300 détenus adultes, dont 60 femmes et plus de 100 mineurs, condamnés sans poursuites et à tort, ont été remis en liberté.

► **Les réformes politiques et juridiques soutenues par la Suisse permettent une meilleure représentation des minorités et l'élaboration de standards légaux plus élevés.**

En **Haïti**, la DDC aide le gouvernement à prendre en main la question des procédures judiciaires léthargiques et des interminables détentions préventives. Les conditions de détention se sont déjà sensiblement améliorées pour plus de 9000 détenus qui ont reçu une assistance juridique.



Une femme conduit un troupeau de lamas dans les Andes péruviennes. Le haut-plateau au Pérou est sujet aux variations climatiques. La DDC apporte son soutien à un projet qui vise à préserver les conditions de vie de la population rurale pauvre en améliorant ses capacités d'adaptation aux effets du changement climatique. Dans ce cadre, elle travaille à la recherche de solutions avec ses partenaires de projet aux niveaux local, régional et national.

LES PAYSANS DE MONTAGNE APPRIVOISENT LE CLIMAT

Le réchauffement climatique est déjà une réalité dans la cordillère des Andes. Avec le projet Programa Adaptación al Cambio Climático, la DDC aide les autorités et les populations des hauts plateaux péruviens à mieux s'adapter à ses effets.

Le Pérou fait partie des pays les plus touchés par le réchauffement climatique. Et ce phénomène se poursuit : en 2030, la température moyenne aura augmenté d'au moins 1,5°C. Dans 40 ans, les populations des hautes terres andines n'auront à leur disposition que 60 % des ressources en eau dont elles disposent actuellement.

Cette évolution s'avère critique pour les habitants de la puna, dans le sud-est du Pérou. Cet écosystème est depuis toujours caractérisé par des températures changeantes et des précipitations peu abondantes. En accentuant ces effets, le réchauffement climatique menace les principales activités de subsistance de la population, soit l'agriculture et l'élevage. S'ils n'arrivent pas à s'adapter, de nombreux habitants se verront contraints de quitter la terre de leurs ancêtres ou d'affronter une extrême pauvreté.

Des prévisions météorologiques fiables

Le projet PACC (Programa Adaptación al Cambio Climático) contribue à réduire la vulnérabilité de ces populations face aux effets du réchauffement climatique. Lancé en 2009 avec l'appui du gouvernement du Pérou et de la DDC, PACC est mis en œuvre conjointement par le ministère péruvien de l'environnement et plusieurs autorités régionales. Des associations des deux pays ainsi que des acteurs du secteur privé y participent. Les actions mises en œuvre sur le terrain se concentrent sur deux régions situées dans les bassins versants d'Huacrahuacho, dans le département de Cuzco, et de Mollebamba dans celui

d'Apurimac. Plus de 1700 familles dans 21 communautés rurales en bénéficient directement.

Pour pouvoir s'adapter au changement climatique, il faut d'abord connaître, et si possible prédire, son évolution du mieux possible. Ainsi, des experts péruviens du Service national de météorologie et d'hydrologie (SENAHMI) ont enseigné les méthodes de récolte et d'interprétation des données météorologiques. C'est de cette manière que Silverio Choquenaira, un fermier cinquantenaire de la région de Cuzco, a appris à mettre des mots sur les changements climatiques de plus en plus imprévisibles qu'il observe. Trois fois par jour, il mesure la température et l'intensité du vent depuis la station d'Huacrahuacho. Il communique systématiquement ses observations aux radios locales lorsqu'il anticipe des précipitations violentes, de la grêle ou du gel. Les prévisions météorologiques établies par Silverio sont particulièrement appréciées des autres agriculteurs de la région, car elles leur permettent de protéger leurs récoltes face aux changements inattendus de température qui sont souvent dommageables pour leur exploitation.

Impliquer la population locale

Les responsables du projet PACC organisent régulièrement des compétitions amicales entre communautés rurales. Il s'agit d'une bonne tactique pour motiver les gens à s'intéresser aux méthodes d'adaptation au réchauffement climatique. Les autorités locales ont ainsi récompensé des habitants qui se sont mis à employer des engrais

naturels pour entretenir leur potager ou qui ont entrepris des travaux pour améliorer les réservoirs et les conduites d'eau communautaires. Des petits lacs artificiels, appelés qochas dans la langue quechua, sont creusés en plein air afin de stocker l'eau de pluie dans certaines régions andines. Dans un contexte de raréfaction croissant des précipitations dans les Andes, c'est un bon moyen pour ces communautés d'affronter la sécheresse. C'est pourquoi les responsables du projet PACC ont encouragé les habitants de 18 communautés locales à développer les qochas existantes au moyen de canaux qui permettent d'irriguer les parcelles agricoles et d'abreuver le bétail.

« Les effets du changement climatique ne connaissent pas de frontières géographiques. Ils touchent tout le monde, partout sur la Terre, et frappent de manière particulièrement dure tous ceux et celles qui tirent leurs moyens de subsistance directement de la nature. »

Ces quelques exemples illustrent à eux seuls la diversité des interventions sur le terrain, ainsi que l'importance de la participation active des communautés locales au projet PACC pour atteindre les objectifs fixés. Les habitants sont les plus à même de juger quelles sont les techniques les plus efficaces à la fois pour leurs activités et la préservation de l'environnement dans lequel ils habitent.

Collaboration avec des scientifiques du monde entier

Le projet PACC a contribué à sensibiliser les autorités péruviennes aux enjeux cruciaux du réchauffement planétaire pour leur pays. Le gouvernement intègre désormais des critères environnementaux dans d'autres projets nationaux. C'est notamment le cas du projet Haku Wiñay, qui vise à garantir la sécurité alimentaire dans 17 régions du Pérou. Des acteurs du monde scientifique s'investissent également dans le projet PACC. Ils sont réunis dans un consortium mené par l'Institut de géographie de l'Université de Zurich et qui comprend plusieurs institutions partenaires en Suisse et au Pérou. La formation de spécialistes du

climat dans les hautes écoles péruviennes permet au pays de se doter d'experts à la fois aptes à mettre en œuvre des projets comme PACC et Haku Wiñay et généralement dotés d'une bonne connaissance du terrain et des mœurs des populations andines.

Un vrai pas en avant

Mises à part l'implication des autorités nationales et la diffusion des connaissances, la participation des femmes à tous les niveaux du projet PACC était également d'une grande importance. La DDC s'est particulièrement engagée pour que les femmes prennent connaissance des enjeux liés au changement climatique, jouent un rôle actif sur le terrain et soient incluses dans les processus de décision. PACC a ainsi servi de référence lors de plusieurs débats récents qui portaient sur le rôle des femmes face au changement climatique. C'est notamment le cas d'une discussion qui s'est déroulée en décembre 2015 dans le cadre de la Conférence de Paris sur le climat (COP 21).

« La Suisse et d'autres pays mettent leur expertise à disposition pour aider les populations ainsi que des institutions publiques et privées à mettre au point des mesures d'adaptation dans les domaines de l'eau, de la sécurité alimentaire et de la réduction de risques de catastrophes naturelles. »

Le projet PACC suscite également une grande attention dans le cadre des négociations internationales sur le climat, auxquelles la Suisse a apporté une grande contribution grâce à son expérience opérationnelle. L'intérêt du projet réside en particulier dans les recommandations pratiques qu'il formule pour favoriser l'adaptation au changement climatique, alors que les débats internationaux se limitent encore souvent à la lutte contre le réchauffement et à la réduction des émissions de CO₂. Par ses projets et ses initiatives, la Suisse contribue à répondre à des questions centrales sur le climat, qui revêtent en fin de compte une importance cruciale également pour l'avenir d'autres pays.



Sur le haut-plateau péruvien, des écoliers apprennent comment cultiver des légumes de manière durable.

UNE MONDIALISATION PROPICE AU DÉVELOPPEMENT

- Protection de l'environnement et des ressources naturelles
- Energies renouvelables et efficacité énergétique
- Exploitation efficace des ressources

En formulant des règles internationales qui tiennent compte du différentiel de développement, on permet également aux petits Etats ou aux pays pauvres de faire valoir leurs droits. Les règles de la communauté internationale doivent donner à tous la possibilité d'exercer leurs droits en matière d'environnement et faciliter leur intégration durable sur le marché mondial.

La Suisse s'implique activement au sein des institutions environnementales de l'ONU, de la Banque mondiale, des banques régionales de développement ainsi que de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les pays en développement doivent toutefois aussi participer à ces efforts et assumer les devoirs qui leur incombent. Ils doivent notamment exploiter l'environnement de manière durable, utiliser les ressources avec parcimonie et recourir à des agents énergétiques non fossiles.

L'EAU COMME INSTRUMENT DE LA PAIX

Si l'eau est souvent une source de tensions et d'instabilité, elle peut aussi être un puissant instrument de coopération. C'est cet aspect qui est à la base de la diplomatie de l'eau conduite par la Suisse.

La gestion de l'eau place l'humanité face à des défis entièrement nouveaux. Souvent mal gérée et surexploitée, cette ressource vitale provoque des tensions entre ses utilisateurs. Dans plusieurs régions du monde, elle est à l'origine de véritables conflits. Preuve en sont les tensions croissantes que provoquent la construction de grands barrages ou l'exploitation minière. Il y a plus dramatique encore : l'eau peut aussi servir d'arme de guerre. C'est le cas en Irak et en Syrie, où une partie de la population est systématiquement privée d'accès à l'eau.

L'eau peut toutefois aussi favoriser la coopération et servir à promouvoir la paix. Tablant sur cette vision positive, la Suisse collabore avec plusieurs organisations des Nations Unies, des parte-

naires bilatéraux et des ONG afin de prévenir les conflits liés à l'eau à un stade précoce.

La gestion de l'eau et son impact sur la sécurité constituent l'une des priorités de la politique extérieure de la Suisse. Avec quatorze autres pays, elle a dès lors lancé à Genève en novembre 2015 l'idée d'un panel indépendant réunissant des personnalités et des experts de haut rang. Institué pour deux ans, ce panel est chargé d'élaborer des instruments destinés à prévenir et à atténuer les conflits liés à l'eau.



LA DIASPORA, UN MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT EN TUNISIE

Beaucoup de Tunisiennes et de Tunisiens de la diaspora ont les capacités et la motivation de contribuer au développement de leur pays d'origine. La DDC les soutient dans leur démarche.

Une collaboration étroite s'est mise en place entre la Suisse et la Tunisie avec la signature d'un partenariat migratoire en 2012. Cet accord s'inscrit dans le prolongement des efforts déployés par la Suisse pour renforcer la coopération internationale en matière de migration, selon une approche globale qui tient compte aussi bien des défis que des opportunités.

Parmi les opportunités figurent les compétences et le savoir-faire de la diaspora. Forte de ce constat, la DDC a initié le projet « Communauté tunisienne résidente en Suisse pour le développement » (CTRS). Ce projet vise à aider le gouvernement tunisien à renforcer ses institutions en charge du suivi des Tunisiennes et Tunisiens de l'étranger. Il permet aussi à la diaspora résidente en Suisse de partager ses connaissances avec les Tunisiennes

et Tunisiens restés au pays, par l'entremise de microprojets ou en encourageant l'entrepreneuriat.

Souvent, l'impulsion pour les microprojets vient d'associations ou de simples individus. Les idées prennent forme notamment grâce au soutien de la CTRS. Ainsi, lors d'une réunion organisée en septem-

bre 2015 à Zurich, un retraité tunisien s'est engagé à partager son savoir-faire dans la fabrication du fromage. Début 2016, il a formé des habitants de la région défavorisée de Kasserine à sa spécialité. De même, une association d'universitaires tunisiens de Suisse a reçu l'aide de la CTRS pour organiser un cours sur le potentiel d'Internet comme moteur d'innovation au profit d'étudiants en informatique en Tunisie. À fin 2015, huit projets de ce type ont reçu le soutien de la CTRS.



RÉSULTATS SÉLECTIONNÉS 2015



► **Dès 2013, la DDC a entrepris de développer activement des formes novatrices de partenariats avec des entreprises privées, afin de renforcer l'impact des projets qu'elle soutient.**

Le « Remote Sensing-Based Information and Insurance for Crops in Emerging Economies » (RIICE) est un partenariat cofinancé par la DDC et plusieurs acteurs publics et privés. Il fait appel à des technologies innovatrices de télédétection par satellite pour réduire la vulnérabilité des producteurs de riz dans cinq pays d'Asie de l'Est et du Sud, offrant un instrument de gestion du risque aux gouvernements, ainsi que des produits d'assurance aux petits producteurs de riz. Il est en voie de contribuer ainsi à la sécurité alimentaire de plus de 2 millions de personnes.

► **Le SECO encourage dans les pays partenaires une croissance respectueuse du climat, en favorisant notamment une meilleure gestion des ressources naturelles et en renforçant les dispositifs de financement et les mécanismes du marché susceptibles de contribuer à la protection du climat.**

En **Afrique du Sud**, le SECO soutient entre autres le projet de l'ONUDI intitulé « Industrial Energy Efficiency », qui aide des entreprises

locales à améliorer leur efficacité énergétique. Jusqu'à présent, le projet s'avère être une réussite, notamment en ce qui concerne l'augmentation de la compétitivité et la réduction de la consommation énergétique des entreprises participantes. Entre janvier et octobre 2015, plus de 3000 emplois ont pu être soit maintenus, soit créés. Une évaluation externe a montré que les enseignements tirés de ce projet ont pu être mis à profit dans la réalisation de projets similaires menés dans 17 pays.

► **À travers son engagement au niveau opérationnel, la Suisse vise l'amélioration de la situation de millions de personnes quittant les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est pour aller travailler dans pays du Moyen-Orient.**

Au **Sri Lanka**, la DDC a soutenu des bureaux de conseils dans 10 des 25 districts du pays, ayant pour mission de renseigner les candidats à la migration sur les avantages et les risques d'une migration pour le travail, sur leurs droits et obligations, ainsi que sur les conditions de travail et de vie dans leurs pays de destination. Depuis 2013, 52 000 ménages ont pu prendre une décision sur une éventuelle migration sur la base d'informations fiables et précises.

LA LUTTE CONTRE LE PALUDISME À L'AUNE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

Le risque d'être infecté et de développer la malaria touche 3,3 milliards de personnes dans le monde. Afin lutter contre ce fléau qui entrave le développement des régions touchées, en particulier en Afrique, la Suisse soutient plusieurs partenariats avec le secteur privé.

Une goutte de sang déposée sur une plaquette de plastique de dix centimètres sur trois. Après une attente de quelques minutes apparaissent une ou deux lignes, à l'image d'un test de grossesse. C'est ainsi que s'utilisent les diagnostics prêts à l'emploi dans les pays touchés par la malaria. La qualité de cet instrument est testée régulièrement par l'organisation Foundation for Innovative New Diagnostic (FIND).



FIND est l'un des partenariats public-privé soutenus par la DDC pour lutter contre le paludisme. Même si le nombre de décès a chuté de 50 % depuis les années 2000, la malaria fait encore un demi-million de morts chaque année, dont 90 % en Afrique. Elle reste un défi important pour les pays touchés. Les enfants et les femmes sont particulièrement exposés.

Partenariats public-privé pour le développement de produits (PDP)

Les PDP, nés dans les années 1990, ont été développés pour trouver des approches innovantes afin de réduire le fardeau des maladies liées à la pauvreté, telles que la malaria. La Suisse a joué un

rôle actif dans l'élaboration de ce nouveau modèle de coopération. Elle a lancé avec d'autres partenaires l'un des premiers PDP: le Medicines for Malaria Venture (MMV). Ces partenariats contribuent à faire avancer la recherche et le développement de diagnostics, de médicaments et d'outils de lutte contre les vecteurs du paludisme et autres maladies infectieuses.

Les PDP sont des fondations financées par des fonds publics et privés. Ils regroupent des industries (pharmaceutiques, biotechnologiques) et des instituts de recherche, qui mettent à disposition leur expertise et leurs connaissances afin de développer des produits à des prix abordables, qui répondent aux besoins des populations et aux contextes dans lesquels elles vivent. La DDC soutient au total trois PDP dans le paludisme: MMV dans le domaine des médicaments, FIND au niveau du développement et du contrôle de la qualité des diagnostics et Innovative Vector Control Consortium (IVCC) dans celui des insecticides.

Des résultats prometteurs

Une série de produits a été développée grâce à ces PDP. Par exemple, MMV a lancé 5 nouveaux médicaments antipaludiques, alors que neuf sont en phase de développement clinique. Plus de 300 millions d'emballages de Coartem® Dispersible ont été délivrés pour traiter les enfants dans plus de 50 pays où la malaria est endémique. IVCC a lancé une nouvelle formulation d'insecticide de longue durée et FIND travaille sur un test innovant permettant de déterminer la cause d'une fièvre chez le patient parmi différentes infections.

L'EAU, SUCCÈS DU PLAIDOYER DE LA SUISSE EN FAVEUR DE L'AGENDA 2030

Au travers de son objectif 6, l'Agenda 2030 de développement durable couvre désormais l'ensemble du secteur de l'eau. Par son engagement politique, la Suisse a contribué de manière significative à cette avancée.



Septembre 2012 : alors que le compte à rebours en prévision de l'adoption des futurs objectifs de développement a déjà commencé, le secteur international de l'eau se déchire en vaines discussions techniques, oubliant que le monde aura besoin dès 2016 d'un objectif unique et rassembleur. Sous l'impulsion du programme global Initiatives Eau de la DDC, une équipe interdépartementale se réunit alors et, partant d'une page blanche, élabore en deux mois la vision suisse d'un objectif eau. La « Task force post-2015 », mise en place par le Conseil fédéral, va soumettre cette proposition au niveau international, faisant de la Suisse le premier pays à proposer un objectif

concret dans le domaine de l'eau. Fin 2013, plus d'une centaine de pays se rallient à la proposition helvétique. Puis, le 25 septembre 2015, les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à New York adoptent l'Agenda 2030 pour le développement durable, dont l'objectif 6, qui traite de l'eau, reprend pour l'essentiel la proposition suisse.

Les raisons de ce succès sont multiples. C'est tout d'abord le fruit d'un travail ciblé de plaidoyer et d'influence politique. Pour le mener, la DDC s'est appuyée sur un vaste réseau de spécialistes et sur sa longue expérience du secteur de l'eau. Elle est surtout parvenue à lier les aspects techniques et politiques. Le succès résulte aussi d'une action coordonnée au niveau international : le DFAE et toute l'administration fédérale, les missions suisses à Genève et à New York ainsi que le réseau diplomatique suisse ont permis d'approcher et de convaincre des dizaines de gouvernements et d'institutions internationales. Enfin, ce résultat a également pu être obtenu grâce à l'engagement de toutes les personnes concernées, du chargé de programme national dans un pays du Sud au chef du département. Tous ont défendu sans relâche le texte proposé, démontrant ainsi qu'en parlant d'une seule voix la Suisse obtient des résultats.

LA SUISSE S'ENGAGE POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

L'égalité des sexes fait partie intégrante des droits de l'homme. C'est une condition nécessaire au développement durable, car aucun pays ne peut progresser lorsque la moitié de sa population est laissée à la traîne.

Forte de cette conviction, la Suisse s'est engagée pour que l'égalité des sexes figure en bonne place dans l'Agenda 2030. Quelques mois auparavant, à Addis Abeba, la Suisse avait également encouragé la prise en compte des questions de genre dans le financement du

développement. Les négociateurs helvétiques peuvent se montrer satisfaits, car les positions qu'ils défendaient lors de ces deux conférences ont été adoptées. Emblème de ce succès, l'objectif cinq de l'Agenda 2030 qui promeut l'égalité des sexes. Dans son travail, la DDC s'engage

notamment à renforcer les droits des femmes et des filles dans les contextes fragiles, à leur garantir un meilleur accès aux ressources, à l'éducation et à l'emploi ainsi qu'à favoriser leur participation à la politique et aux processus décisionnels.

UN SUIVI RIGOUREUX AXÉ SUR LES RÉSULTATS

La coopération internationale de la Suisse se fixe des objectifs ambitieux. Pour garantir que leurs projets et programmes obtiennent les résultats escomptés, la DDC et le SECO recourent à une série d'instruments de vérification.

Ceux-ci comprennent la définition d'objectifs mesurables sur les plans quantitatif et qualitatif, des rapports annuels par pays ou par région et des expertises indépendantes – sous forme d'évaluations et de rapports sur l'efficacité – conformes aux directives du Comité d'aide au développement de l'OCDE. S'ajoutant aux audits du Contrôle fédéral des finances, ces instruments permettent à la coopération internationale de la Suisse de parvenir à des résultats remarquables dans la lutte contre la pauvreté. Grâce à sa planification prudente, sa grande efficacité et sa crédibilité, elle est de plus très appréciée au plan international. Au cours de l'élaboration de l'Agenda 2030, elle a œuvré pour la mise en place d'un cadre international destiné à évaluer et à vérifier la réalisation des 17 objectifs de développement durable.

L'examen critique de leurs propres activités joue un rôle crucial dans le travail de la DDC et du SECO. Même lorsque la situation initiale a été analysée avec soin, il peut arriver qu'un projet n'évolue pas comme prévu. Les dérapages peuvent être dus à des impondérables qui modifient totalement le contexte, telle la survenue d'un conflit armé ou d'une crise économique et financière, voire d'une catastrophe naturelle. Le problème peut également résider dans les hypothèses initiales qui s'avèrent erronées qu'en cours de route.

Tirer les leçons qui s'imposent

Un suivi efficace signale à temps qu'un projet ou un programme ne conduit pas aux objectifs visés. Il importe alors d'identifier les facteurs d'un possible échec et de tirer les conclusions qui s'imposent afin de remettre le projet sur les rails ou de prévoir le cas échéant, un projet complémentaire. Dans le cadre d'un projet destiné à développer l'infrastructure urbaine et l'approvisionnement au Tadjikistan, le SECO a par exemple compris qu'il devait systématiquement responsabiliser ses partenaires et promouvoir leurs compétences pour que la population visée bénéficie à long terme des activités menées sur place. Une fois le problème identifié, le projet a été adapté de telle sorte que les fonds disponibles n'ont pas été investis uniquement dans le réseau de distribution d'eau, mais ont également servi à renforcer l'entreprise locale

d'approvisionnement en eau et la prise de conscience au sein de la population.

L'analyse critique des succès et des erreurs contribue à ancrer la capacité d'apprendre dans la culture organisationnelle. Un projet mené par la DDC en Bosnie et Herzégovine prévoyait par exemple de contribuer à réformer la Constitution. Des débats publics avec la population et la société civile ont notamment été menés. Bien que ces travaux aient débouché sur des propositions concrètes, celles-ci n'ont pas été mises en œuvre. Manque de volonté politique, mise en exergue des différences ethniques et stagnation politique ont fait échouer les tentatives de réforme. Admettant qu'il s'avérait impossible de réformer la Constitution à ce stade et que le changement devait être initié de l'intérieur, la DDC prépare désormais un projet qui vise à promouvoir la participation et le rôle politiques des citoyennes et des citoyens.

L'apprentissage institutionnel comme principal succès

Certes, il n'est guère souhaitable de devoir adapter, voire d'interrompre, un projet. Cela prouve néanmoins que les mécanismes de suivi de la DDC et du SECO sont efficaces. Le cas échéant, il importe surtout d'adapter le projet de manière appropriée et d'en tirer les leçons pour de futures interventions. L'examen d'un projet de la DDC visant la migration de la main-d'œuvre au Bangladesh a par exemple révélé que l'Organisation internationale du travail (OIT) était certes être une partenaire compétente, mais qu'elle n'était pas en mesure d'assumer toutes les activités prévues. Le projet a dès lors été scindé en deux: l'OIT exploite désormais au mieux ses compétences pour réaliser l'un des projets, tandis que le second a été confié à une autre organisation.

Il ne faut pas oublier que les chiffres et les graphiques des évaluations et des rapports masquent des réalités et des contextes locaux complexes. Ils représentent des êtres humains et des communautés entières, mais aussi des situations instables ou difficiles à anticiper. Grâce à une planification axée sur les résultats, à un suivi permanent et à la volonté de tirer les leçons des évaluations et des rapports, les projets peuvent remporter des succès même dans des conditions difficiles. Ce modèle d'efficacité, la DDC et le SECO ont choisi d'en faire le fondement de leur coopération internationale.

De plus amples informations sur les résultats obtenus dans la mise en œuvre du Message concernant la coopération internationale 2013–2016 figurent dans le document *La coopération internationale de la Suisse en action*, publié conjointement par la DDC et le SECO.

En 2015, la DDC a publié des évaluations concernant des programmes nationaux, des thématiques diverses et des thèmes institutionnels ainsi que le rapport d'efficacité dans le domaine de la santé. Le SECO a réalisé des évaluations consacrés à la fiscalité et au développement ainsi qu'à la gouvernance économique.

Ces différentes publications peuvent être consultées aux adresses suivantes : www.deza.admin.ch et www.seco-cooperation.admin.ch.

Impressum

Editeurs :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
Freiburgstr. 130
3003 Berne
Téléphone +41 (0)58 462 44 12
www.ddc.admin.ch
deza@eda.admin.ch

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
Holzikofenweg 36
3003 Berne
Téléphone +41 (0)58 464 09 10
www.seco-cooperation.admin.ch
info@seco-cooperation.ch

Rédaction/Coordination/Statistiques :
Etat-major de direction DDC
SECO Coopération

Graphisme/Conception :
Julia Curty, SUPERSRIPT GmbH, Brügg b. Biel/Bienne
www.superscript.ch

Galerie de photos :

Couverture Giacomo Pirozzi/Panos
Page 8 Lianne Milton/Panos
Page 10 Sven Torfinn/Panos
Page 14 Sven Torfinn/Panos
Page 18 Samuel Aranda/Panos
Page 21 Harini Bandaranayake/Pluralistic Memories Project
Page 22 Christian Altorfer/ZTS
Page 23 Arts Council of Mongolia
Page 26 xPACIFICA/Redux/laif
Page 30 Nyani Quarmyne/Panos
Page 32 Joseph Sywenkyj/Redux/laif
Page 34 Development Policy Institute DPI
Page 38 Franck Charton/hemis.fr/laif
Page 41 Antonio Escalante/Fabrica de Ideas
Page 42 Dieter Telemans/Panos
Page 42 CTRS
Page 44 Tokozile Ngwenya Kangombe/Swiss Malaria Group
Page 45 George Steinmetz
Autres DFAE/DDC, SECO

Imprimerie :
Stämpfli AG
3001 Berne

Ce rapport annuel est disponible en français,
allemand, italien et anglais.
D'autres exemplaires peuvent être commandés à :
deza@eda.admin.ch, ou
Téléphone +41 (0)58 462 44 12

Berne 2016

Statistiques 2015

Coopération internationale de la Suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Aide publique au développement (APD)

- L'aide publique au développement (APD) est définie sur le plan international comme l'ensemble des flux financiers accordés aux pays et territoires en développement (actuellement 146) et aux institutions multilatérales actives dans le domaine du développement: (i) par le secteur public; (ii) dans le but essentiel de favoriser le développement économique et d'améliorer les conditions de vie; (iii) à des conditions de faveur.
- La comparaison des performances des pays donneurs est effectuée sur la base du pourcentage de l'APD nette par rapport au revenu national brut (RNB).
- Pour assurer la comparabilité et la transparence des prestations d'APD de ses 29 membres (28 pays et l'Union européenne), le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a établi des directives statistiques qui définissent les activités et les contributions pouvant être déclarées comme APD. Ces directives sont périodiquement adaptées et mises à jour.
- L'APD de la Suisse provient principalement des budgets de la DDC et du SECO (Centre de prestations Coopération et développement économiques), les deux organes chargés de l'exécution de la loi fédérale sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales. D'autres offices fédéraux, ainsi que les 26 cantons et quelque 200 communes participent également à la coopération internationale de la Suisse. Conformément aux règles de notification du CAD, la Suisse déclare également depuis 2004 les remises de dette bilatérales (négociées dans le cadre du Club de Paris) et les coûts d'accueil des requérants d'asile provenant de pays en développement pendant leur première année de séjour en Suisse.
- Les dépenses annuelles de la DDC et du SECO, telles qu'elles figurent dans le Compte d'Etat, ne sont pas automatiquement reprises dans les statistiques de l'APD. Certains ajustements statistiques doivent être effectués pour répondre aux directives internationales (exclusion des versements à des pays et des organisations ne faisant pas partie de la liste définie par l'OCDE/CAD, mode de notification différent de certaines contributions multilatérales, voir commentaire du tableau 4, p. 15).
- N'étant pas comptabilisée comme APD, la contribution de la DDC et du SECO à l'élargissement de l'Union européenne (UE) n'est pas montrée en détail dans ce dépliant.

Financement du développement au-delà de l'APD

- Les apports de ressources autres que l'APD occupent une part importante dans le financement du développement. Il s'agit principalement pour la Suisse de flux de capitaux privés aux conditions du marché (investissements directs à l'étranger, emprunts bancaires), de crédits à l'exportation garantis par la Confédération ainsi que de dons privés d'organisations non gouvernementales et fondations.

Signes utilisés:

0.0 = montant inférieur à 50 000 CHF	p = chiffres provisoires
- = montant nul	r = chiffres révisés
.. = non disponible	

Des données plus détaillées sont publiées dans la brochure statistique annuelle de la DDC « Aide au développement de la Suisse » et sur les sites Internet de la DDC et du SECO.

www.eda.admin.ch/deza/fr/home/activites-projets/chiffres-statistiques.html
www.seco-cooperation.admin.ch

Statistiques au 12.5.2016

*Aide publique au développement
(APD) de la Suisse*

PAGES 4–17

Dépenses DDC/SECO

PAGES 20–34



Tableau 1

EVOLUTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) ET DES DONS PRIVÉS DES ONG DE LA SUISSE 1960–2015 (MIO CHF)

	1960	1970	1980	1990
APD	15.1	130.0	423.1	1 041.4
Confédération	15.1	126.4	416.7	1 025.6
Cantons et communes ^a	..	3.6	6.4	15.8
Revenu national brut (RNB) ^b	37 066	92 570	177 270	347 228
APD en % du RNB	0.04 %	0.14 %	0.24 %	0.30 %
APD en % des dépenses de la Confédération	0.56 %	1.63 %	2.38 %	3.29 %
APD en % des dépenses publiques ^c	0.23 %	0.64 %	0.90 %	1.20 %
Dons privés des ONG	..	50.8	106.6	148.6
Dons privés des ONG en % du RNB	..	0.05 %	0.06 %	0.04 %

a Estimation pour 2015.

b Données de l'Office fédéral de la statistique (OFS) selon l'ancien système européen de compte (SEC95) jusqu'en 2012. Les données RNB 2013 et 2014 sont basées sur le nouveau système de compte (SEC2010) et proviennent des estimations de l'OFS du 27.08.2015. Le RNB 2015 a été calculé sur la base des estimations de croissance du PIB publiées le 17.03.2016 par le Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles et sur la base des prévisions du BAKBASEL de janvier 2016.

c Dépenses des administrations publiques, après suppression des doubles comptabilisations (OFS/AFF).

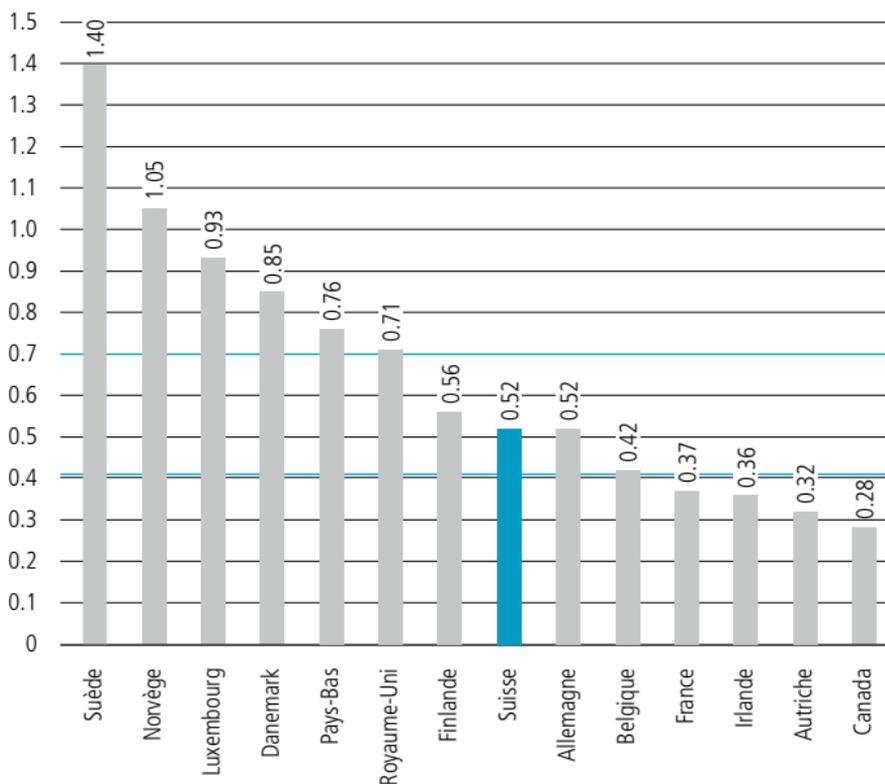
L'aide publique au développement (APD) de la Suisse a totalisé 3404 mio CHF en 2015, soit 182 mio CHF de plus qu'en 2014. La part de l'APD dans le RNB s'est ainsi élargie pour atteindre 0.52 %. Grâce à une croissance annuelle moyenne de 5.9 % entre 2011 et 2015, rendue possible par la mise à disposition de moyens supplémentaires par le Parlement, l'objectif fixé en 2011 de consacrer 0.5 % du RNB aux pays défavorisés d'ici 2015 a été atteint.

2000	2011	2012	2013	2014 ^r	2015 ^p
1 510.9	2 706.7	2 861.4	2 965.2	3 222.6	3 404.3
1 488.6	2 664.5	2 797.1	2 910.6	3 171.3	3 349.3
22.3	42.2	64.3	54.6	51.3	55.0
463 558	590 441	611 979	646 763	638 291	651 377
0.33 %	0.46 %	0.47 %	0.46 %	0.50 %	0.52 %
3.21 %	4.34 %	4.63 %	4.66 %	5.04 %	5.22 %
1.23 %	1.75 %	1.82 %	1.84 %	1.98 %	2.06 %
272.0	413.3	443.1	466.1	516.8	..
0.06 %	0.07 %	0.07 %	0.07 %	0.08 %	..

L'évolution du ratio APD/RNB au cours des prochaines années dépendra de l'évolution de la conjoncture (montant du RNB), des budgets alloués à la coopération internationale mais aussi des autres composantes de l'APD, notamment des coûts liés aux requérants d'asile en Suisse qui représentent actuellement 13 % de l'APD.

Graphique 1

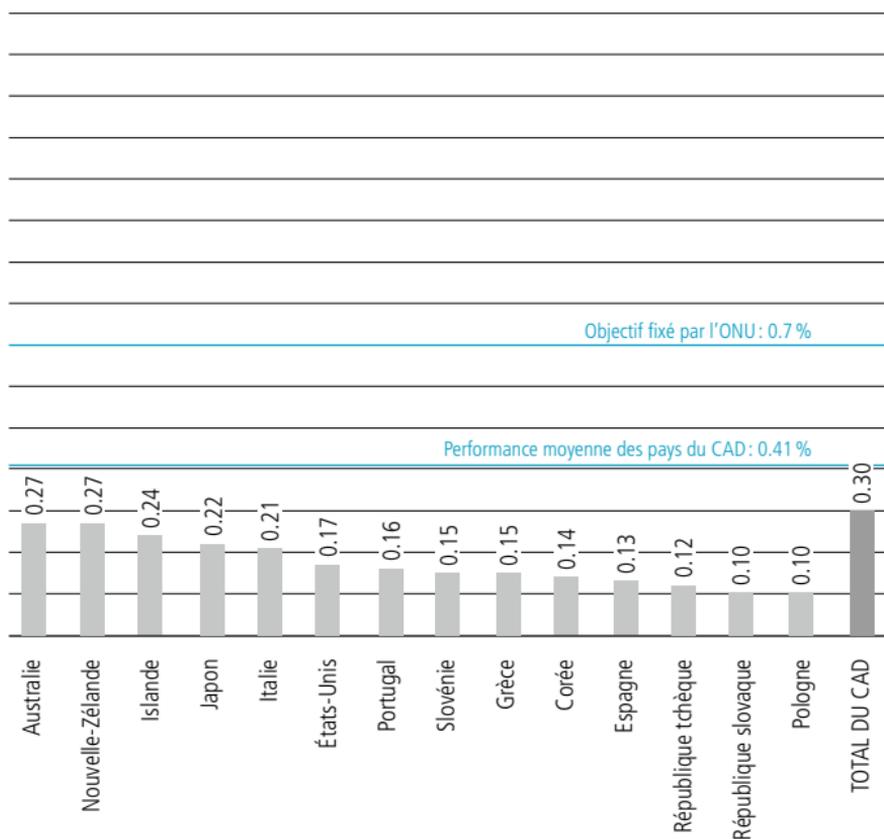
LA SUISSE EN COMPARAISON INTERNATIONALE 2015 (APD EN % DU RNB)



Données provisoires pour tous les pays du CAD publiées par l'OCDE/CAD le 13 avril 2016.

Les apports nets d'aide publique au développement (APD) des membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE se sont élevés à 131.6 mia USD en 2015. En termes réels, cela constitue une augmentation de 6.9 %, soit le niveau le plus élevé jamais atteint par l'APD nette, notamment due à l'accroissement des dépenses consacrées aux réfugiés. Cependant, même si l'on ne tient pas compte de ces coûts, l'APD nette a augmenté de 1.7 % en termes réels.

Avec un ratio APD/RNB de 0.52 %, la Suisse conserve sa 8^{ème} place dans le classement 2015 des pays membres du CAD. En montants absolus, elle se place à la 11^{ème} position.



Six pays (Suède, Norvège, Luxembourg, Danemark, Pays-Bas et Royaume-Uni) dépassent l'objectif de 0.7 % préconisé en 1970 par les Nations Unies, tandis que quatre autres pays (Finlande, Suisse, Allemagne et Belgique) se situent au-dessus de la performance moyenne des pays du CAD de 0.41 %. L'APD combinée de tous les pays du CAD membres de l'Union européenne représente 0.47 % du RNB.

Tableau 2

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) DE LA SUISSE
2014–2015 (MIO CHF)

Confédération
Direction du développement et de la coopération (DDC)
Aide humanitaire
Coopération au développement
Coopération avec l'Est et la CEI
Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)
Coopération au développement
Coopération avec l'Est et la CEI
Remboursements de prêts
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Gestion civile des conflits et droits de l'homme
Autres contributions
Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)
Swiss Investment Fund for Emerging Markets (SIFEM) ^a
Bourses à des étudiants étrangers en Suisse
Autres contributions
Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM)
Assistance aux requérants d'asile en Suisse
Aide au retour
Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)
Actions de promotion de la paix et de la sécurité
Equipement à des fins humanitaires
Office fédéral de l'environnement (OFEV)
dont: contributions à des organisations internationales
Autres offices fédéraux
Cantons et communes^a
Total APD
APD en % du revenu national brut (RNB)

a Données estimées pour 2015.

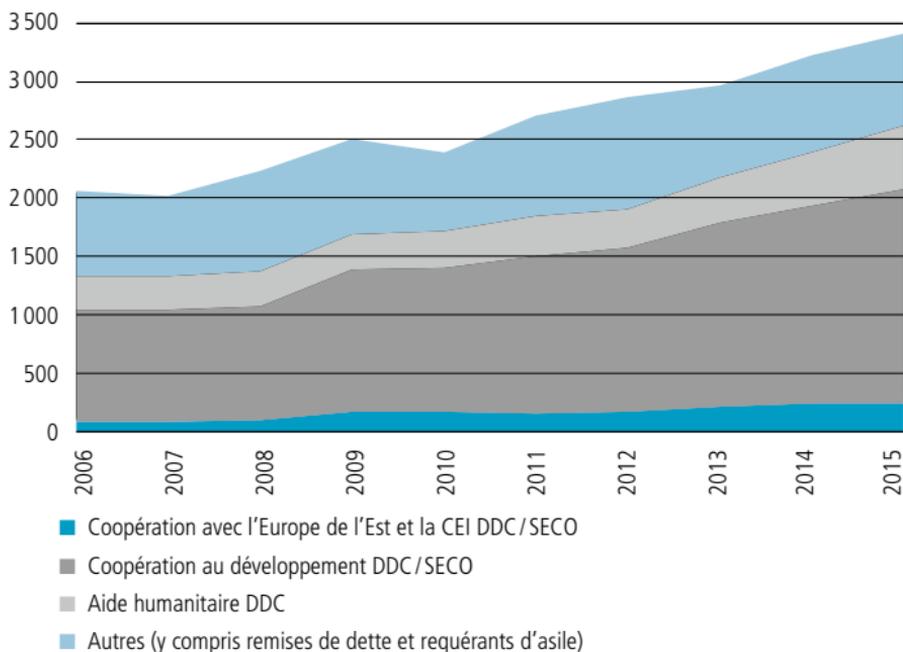
La part de la DDC et du SECO dans l'APD totale a augmenté à 77 % en 2015 (contre 74 % en 2014). L'assistance aux requérants d'asile et l'aide au retour continue d'occuper 14 % de l'APD. De même qu'en 2014, aucune remise de dette n'a été octroyée

2015 ^p			2014 ^r		
APD bilatérale	APD multilatérale	Total APD	APD bilatérale	APD multilatérale	Total APD
2 577.7	771.6	3 349.3	2 491.0	680.2	3 171.3
1 619.3	676.5	2 295.8	1 481.2	582.3	2 063.5
481.4	57.7	539.1	411.1	51.4	462.5
974.9	617.7	1592.6	922.4	530.1	1452.5
163.0	1.2	164.2	147.7	0.8	148.5
324.3	1.0	325.3	325.5	–	325.5
247.3	0.4	247.7	246.4	–	246.4
80.4	0.6	81.0	90.9	–	90.9
-3.4	–	-3.4	-11.7	–	-11.7
112.6	32.1	144.7	113.5	33.2	146.8
77.7	18.6	96.3	75.0	18.7	93.7
34.9	13.5	48.4	38.5	14.5	53.0
35.7	6.5	42.1	58.5	6.5	65.0
27.3	–	27.3	50.8	–	50.8
6.8	–	6.8	6.4	–	6.4
1.6	6.5	8.1	1.3	6.5	7.8
473.2	–	473.2	456.3	–	456.3
455.4	–	455.4	442.4	–	442.4
17.8	–	17.8	13.9	–	13.9
2.7	–	2.7	46.0	–	46.0
1.3	–	1.3	46.0	–	46.0
1.4	–	1.4	–	–	–
4.4	39.0	43.4	4.4	37.6	42.0
3.3	39.0	42.3	3.2	37.6	40.8
5.4	16.5	21.9	5.6	20.6	26.2
55.0	–	55.0	51.3	–	51.3
2 632.7	771.6	3 404.3	2 542.3	680.2	3 222.6
		0.52 %			0.50 %

en 2015. En 2015, le SIFEM a bénéficié d'une capitalisation de 25 mio CHF de la part du SECO, comptabilisée sous la ligne SIFEM dans le tableau ci-dessus. La contribution à la Swisscoy n'est plus comptabilisée depuis 2015 suite à la révision des directives du CAD.

Graphique 2

APD DE LA SUISSE PAR CATÉGORIE D'AIDE 2006–2015 (MIO CHF)

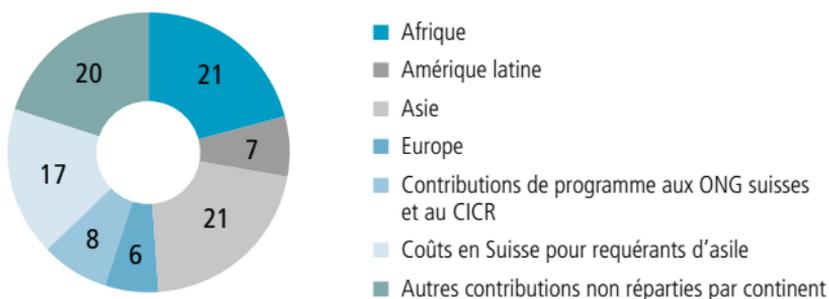


Ce graphique présente l'évolution de l'APD par catégorie d'aide au cours des dix dernières années.

- La part de la coopération au développement DDC/SECO avec les pays du Sud a légèrement augmenté entre 2014 et 2015, passant de 52 % à 54 % du total APD. Au cours des dix dernières années, cette part a régulièrement augmenté (46 % en 2006, 49 % en 2009, 53 % en 2013).
- La part de l'aide humanitaire de la DDC dans l'APD, après être restée relativement stable au cours de ces dernières années (entre 12 et 14 %), a légèrement augmenté en 2015 pour atteindre 16 %.
- La part de la coopération avec l'Est de la DDC et du SECO (7 % en 2015) est demeurée stable depuis 2009 (entre 6 et 7 %), contre 4 % en moyenne pour les années 2006–2008.
- Les contributions provenant d'autres offices fédéraux et des cantons et communes (9 %), ainsi que les coûts liés à l'asile et à l'aide au retour (14 %) ont représenté 23 % du total APD en 2015 (contre 26 % en 2014). L'importance de cette catégorie d'aide très volatile peut varier considérablement d'une année à l'autre. Au cours des dix dernières années, elle a fluctué entre un maximum de 39 % (2008) et la part actuelle de 23 % (2015).

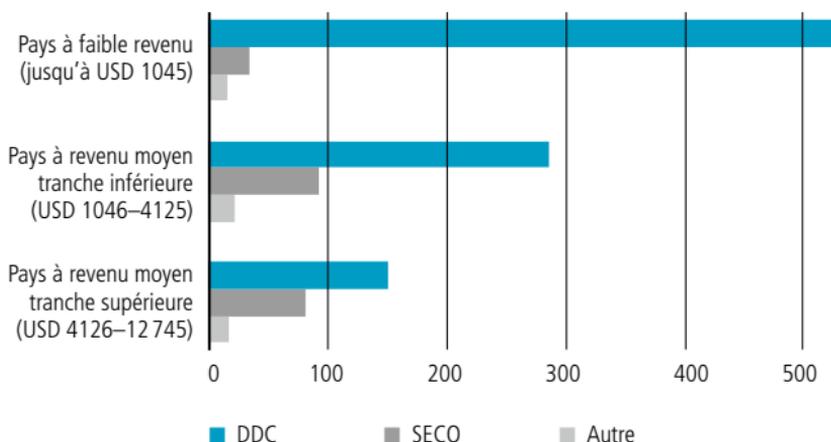
Graphique 3

RÉPARTITION DE L'APD BILATÉRALE PAR CONTINENT 2015 (EN %)



Graphique 4

RÉPARTITION DE L'APD BILATÉRALE SELON LES CATÉGORIES DE REVENU 2015 (MIO CHF)



Voir liste des bénéficiaires d'APD selon les catégories de revenu (RNB par habitant):

www.oecd.org/fr/cad/stats/listecad.htm

Tableau 3

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'APD BILATÉRALE
PAR CONTINENT ET PAYS 2014–2015 (MIO CHF)^a

	2015 ^p	2014 ^r
Afrique	553.6	595.3
Mozambique	36.1	34.0
Burkina Faso	32.8	29.7
Mali	30.4	32.4
Soudan du Sud	27.6	23.8
Tanzanie	27.4	27.9
Niger	26.2	24.5
Tunisie	23.9	15.8
Tchad	22.4	28.4
Somalie	21.8	18.5
Bénin	18.7	17.9
Egypte	18.3	22.0
Congo (Rép. dém.)	17.6	17.7
Ghana	17.5	16.6
Ethiopie	15.7	13.0
Soudan	13.9	8.2
Afrique du Sud	13.8	10.1
République centrafricaine	9.3	7.0
Maroc	9.2	7.4
Autres pays	63.6	88.8
Projets régionaux et non réparti par pays	107.7	151.7
Amérique latine	174.1	208.8
Bolivie	32.0	32.4
Pérou	26.9	20.3
Colombie	24.0	24.2
Honduras	17.7	18.8
Nicaragua	17.4	16.5
Haïti	15.0	21.6
Cuba	10.8	10.4
Autres pays	1.6	13.7
Projets régionaux et non réparti par pays	28.8	51.0

a Les contributions de programme de l'année 2015 (129.5 mio CHF) ne sont pas réparties par pays, les données détaillées n'étant pas encore disponibles au moment de la publication du rapport annuel.

	2015 ^P	2014 ^r
Asie	557.3	541.6
Népal	44.1	41.5
Syrie	38.2	35.2
Myanmar	36.4	30.7
Afghanistan	32.3	29.3
Bangladesh	31.0	30.1
Tadjikistan	29.5	33.2
Gaza et Cisjordanie	27.2	30.4
Kirghizistan	25.2	26.5
Mongolie	23.7	20.0
Viet Nam	22.7	29.1
Liban	17.4	5.9
Pakistan	17.0	19.9
Laos	15.4	18.3
Iraq	14.3	12.9
Jordanie	14.0	8.1
Géorgie	13.8	12.8
Indonésie	13.4	15.7
Cambodge	12.7	12.2
Chine	12.7	16.6
Yémen	11.1	7.9
Corée du Nord	9.5	7.4
Inde	9.3	13.8
Autres pays	24.7	31.3
Projets régionaux et non réparti par pays	61.8	52.7
Europe	176.3	216.3
Ukraine	29.8	27.1
Kosovo	25.5	65.0
Bosnie-Herzégovine	22.9	26.0
Albanie	20.6	24.7
Serbie	16.6	17.1
Macédoine	15.8	15.0
Moldavie	13.5	12.7
Autres pays	2.7	3.2
Projets régionaux et non réparti par pays	29.0	25.6
Autres contributions non réparties par continent	1 171.4	980.4
Total APD bilatérale	2 632.7	2 542.3

Tableau 4

APD MULTILATÉRALE DE LA SUISSE PAR ORGANISATION 2014–2015 (MIO CHF)

Organisation des Nations Unies
Programme de l'ONU pour le développement (PNUD)
Green Climate Fund (GCF)
Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient (UNRWA)
Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)
Fonds de l'ONU pour la population (FNUAP)
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU Femmes)
Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR)
Programme de l'ONU sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)
Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF)
Fonds international de développement agricole (FIDA)
Programme alimentaire mondial (PAM)
Programmes spéciaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ^a
Programme pour l'environnement (PNUE)
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)
Organisations de l'ONU, contributions comptabilisées en partie dans l'APD ^b
Autres organisations des Nations Unies
Institutions financières internationales
Association internationale de développement (IDA) ^c
Fonds africain de développement (AfDF) ^c
Fonds asiatique de développement (AsDF)
Banque mondiale
Autres fonds et banques de développement
Autres organisations internationales
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
Le fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)
Centre pour le contrôle démocratique des forces armées Genève (DCAF)
Centre international de déminage humanitaire Genève (GICHD)
Autres institutions
Total APD multilatérale

a Sans la contribution générale à l'OMS, qui n'est comptabilisée qu'en partie (voir note b).

b Pourcentages appliqués selon les directives du CAD.

c Y compris initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM).

2015 ^P	2014 ^T
258.0	221.9
60.0	60.0
28.9	0.5
22.9	18.8
22.0	22.0
16.0	16.0
16.0	14.0
15.0	15.5
10.0	10.0
10.0	7.0
9.5	9.5
6.0	6.0
5.5	5.5
4.3	4.2
2.5	2.5
22.4	23.2
7.0	7.2
409.1	356.0
284.1	231.5
80.8	76.8
12.0	12.0
12.2	12.2
20.0	23.5
104.4	102.3
30.3	29.0
20.0	20.0
15.5	15.5
10.9	10.9
8.7	8.7
19.0	18.2
771.6	680.2

L'APD multilatérale comprend les contributions générales versées par la DDC et par d'autres offices fédéraux à des organismes de développement internationaux. En 2015, la part de l'APD multilatérale de la Suisse a légèrement augmenté par rapport à 2014, en passant de 21 % à 23 % de l'APD totale; elle est inférieure à celle de l'ensemble du CAD (28 %).

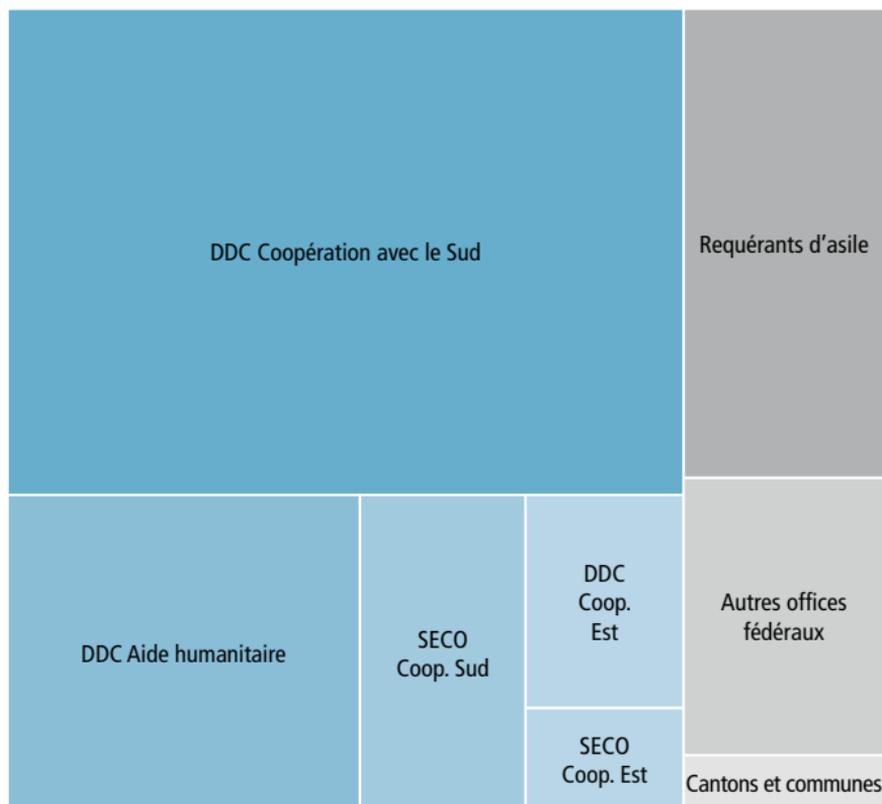
Les contributions aux organisations non gouvernementales internationales, y compris le Comité international de la Croix Rouge (CICR), sont incluses dans l'APD bilatérale.

La coopération multilatérale repose sur trois piliers. Comme les années précédentes, les institutions financières internationales (IFI) ont été en 2015 les principales bénéficiaires de l'APD multilatérale de la Suisse (53 %). Les agences des Nations Unies et les autres organisations internationales ont absorbé respectivement 33 % et 14 % de l'APD multilatérale.

La comptabilisation dans l'APD des contributions de la DDC aux IFI, conformément aux directives internationales, se fait au moment du dépôt des *promissory notes* (billets à ordre) et non du paiement; ceci explique les variations d'une année à l'autre ainsi que les différences par rapport aux résultats du Compte d'Etat, qui tient compte de l'étalement sur plusieurs années des paiements à charge de « notes » émises antérieurement.

Graphique 5

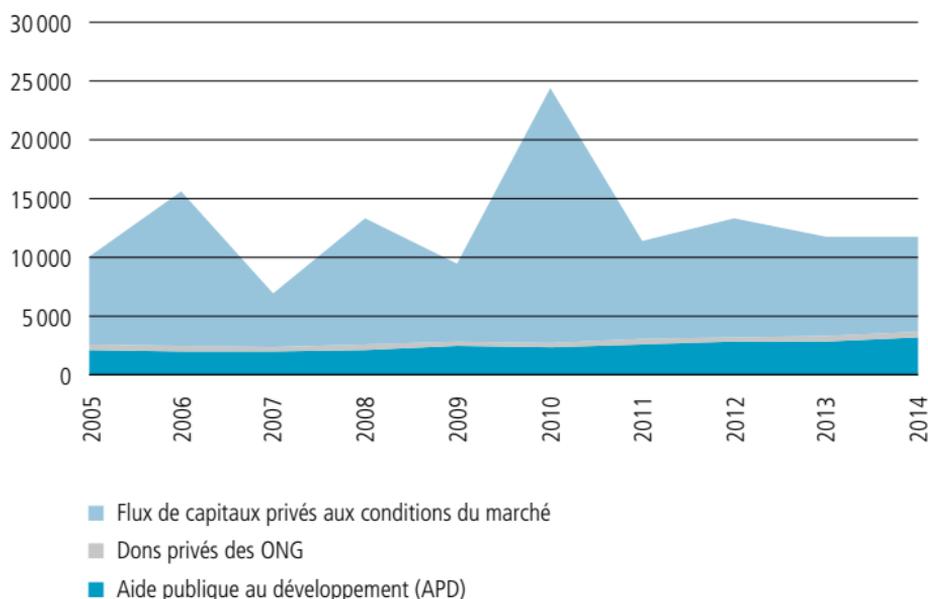
LES QUATRE CRÉDITS-CADRES DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET LES AUTRES COMPOSANTES DE L'APD



Ce schéma reproduit la structure de l'APD de la Suisse et montre la répartition proportionnelle de ses principales composantes par rapport au total des versements. L'APD recouvre pour sa majeure partie les financements à charge des quatre crédits-cadres de la coopération internationale de la Confédération, affichés en bleu dans le graphique. Conformément aux directives internationales, diverses contributions provenant d'autres offices fédéraux, des cantons et des communes, ainsi que les coûts pour les requérants d'asile entrent également dans le calcul de l'APD.

Graphique 6

FLUX FINANCIERS NETS DE LA SUISSE VERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT 2005–2014 (MIO CHF)



Le contexte du financement du développement connaît une mutation rapide : les apports de ressources au-delà de l'APD ont gagné en importance, la plupart des pays en développement ayant accès à des sources de financement plus diversifiées.

Les flux de capitaux privés (principalement les investissements directs et les crédits garantis à l'exportation) représentent plus de 70 % des flux financiers nets de la Suisse vers les pays en développement.

D'autres ressources non répertoriées par les statistiques du CAD viennent s'ajouter à ces flux, telles que les *workers' remittances*. Ces envois de fonds des travailleurs expatriés depuis la Suisse vers les pays en développement se sont élevés à près de 2 mia CHF par an entre 2013 et 2015, soit plus du double en volume par rapport aux trois années précédentes (2010–2012).



Dépenses DDC/SECO

PAGES 20-34



Tableau 5

VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES DE LA DDC ET DU SECO 2011–2015 (MIO CHF)

Dépenses totales de la DDC

Aide humanitaire

Coopération au développement

Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI

Contribution à l'élargissement de l'UE

Dépenses totales du SECO

Coopération au développement

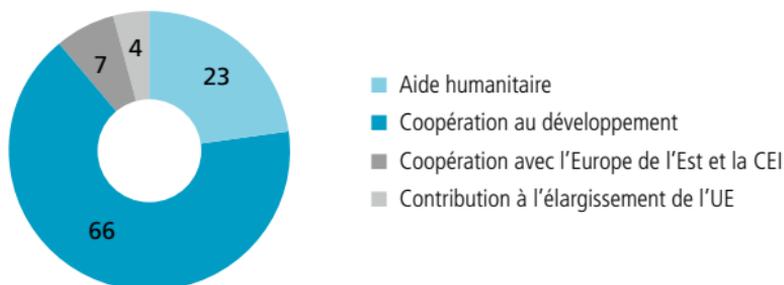
Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI

Contribution à l'élargissement de l'UE

Le tableau et les graphiques reproduisent les résultats financiers pour la DDC et le SECO (Centre de prestations Coopération et Développement économiques) tels qu'ils apparaissent dans le Compte d'Etat, non compris les flux en retour. Dans les tableaux présentés dans cette partie de la brochure, les dépenses du SECO comprennent la capitalisation du Swiss Investment Fund for Emerging Markets (SIFEM), sans les opérations du fonds d'investissement.

Graphique 7.1

DÉPENSES DE LA DDC PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ 2015 (EN %)



2011	2012	2013	2014	2015
1 681.8	1 848.7	2 045.1	2 228.2	2 357.3
336.1	337.7	387.2	463.0	539.9
1 204.4	1 338.8	1 419.5	1 496.8	1 562.9
105.4	109.0	129.1	148.5	164.2
35.9	63.2	109.3	119.9	90.3
274.8	300.7	334.8	394.0	445.5
201.0	214.6	220.8	246.4	272.7
60.0	72.0	88.2	90.9	81.0
13.8	14.1	25.8	56.7	91.8

Graphique 7.2

DÉPENSES DU SECO PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ 2015 (EN %)

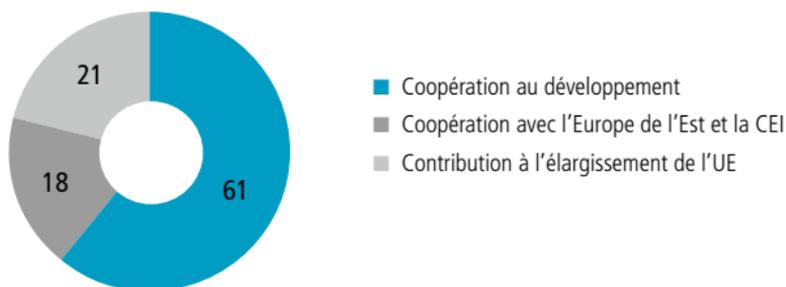


Tableau 6

DDC COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT PAR PAYS ET RÉGION PRIORITAIRES 2014–2015 (MIO CHF)

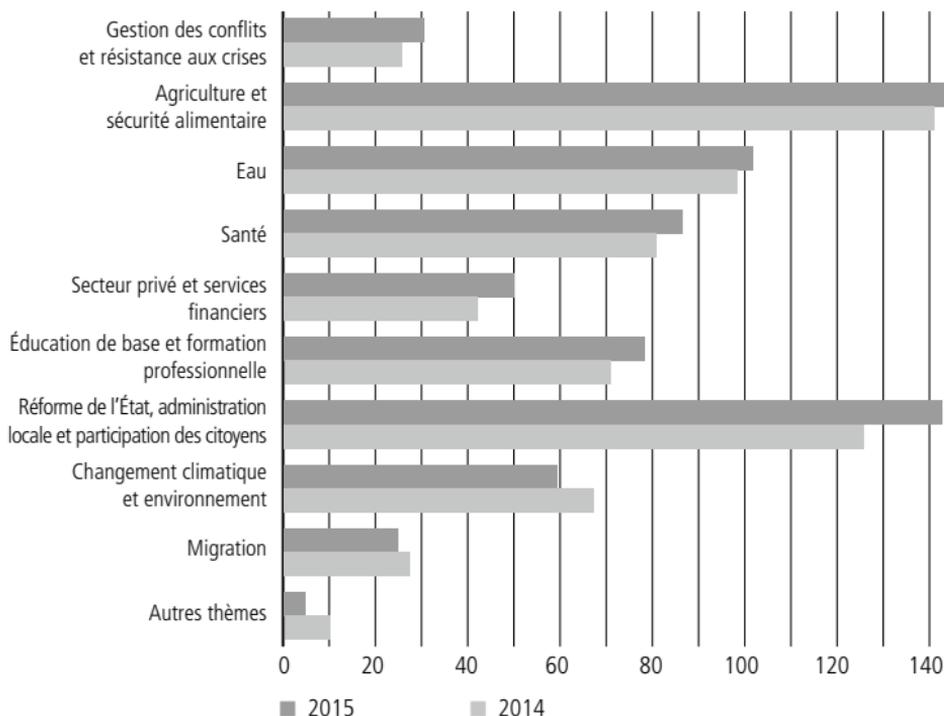
	2015	2014
Pays et régions prioritaires^a	554.6	496.9
Mékong	65.5	59.1
Hindou Kouch	38.9	37.0
Népal	38.7	37.4
Amérique centrale	37.4	37.9
Grands Lacs	32.2	27.3
Bangladesh	30.9	26.0
Bolivie	29.4	25.8
Afrique australe	29.0	24.3
Mozambique	28.8	23.3
Tanzanie	26.3	23.5
Mongolie	23.3	19.5
Niger	22.6	18.1
Mali	22.0	21.5
Corne de l'Afrique	21.7	16.9
Burkina Faso	21.3	16.6
Afrique du Nord	19.0	12.7
Tchad	18.8	22.7
Bénin	18.6	15.3
Gaza et Cisjordanie	14.6	14.0
Cuba	9.3	9.4
Haïti	6.3	8.9
Autres activités	441.7	447.7
Autres pays et régions ^b	101.8	118.3
Contributions de programme aux ONG	111.8	101.0
Mandats thématiques et coûts de fonctionnement	228.1	228.3
Coopération au développement bilatérale	996.3	944.6
Coopération au développement multilatérale	566.6	552.3
Total	1 562.9	1 496.8

a Pour la composition des régions prioritaires, se reporter à la carte du Rapport annuel 2015 (pp. 24–25).

b Cette catégorie comprend des pays dans lesquels sont menés des programmes globaux (Pérou, Inde, Chine).

Graphique 8

DDC COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT BILATÉRALE PAR THÈME 2014–2015 (MIO CHF)^a



a Non compris les contributions de programme aux ONG suisses, les activités multisectorielles et les coûts de fonctionnement.

Ce graphique reproduit l'allocation des ressources selon les thèmes de spécialisation dans lesquels la DDC a concentré ses activités bilatérales de coopération au développement en 2014 et en 2015.

La DDC s'appuie également sur des programmes globaux qui permettent, grâce à des approches novatrices, de faire le lien entre les différents niveaux d'intervention dans les cinq domaines suivants: Changement climatique, Sécurité alimentaire, Migration et développement, Eau et Santé. Ces programmes ne sont pas liés géographiquement et sont déployés dans les régions où leur impact est le plus fort.

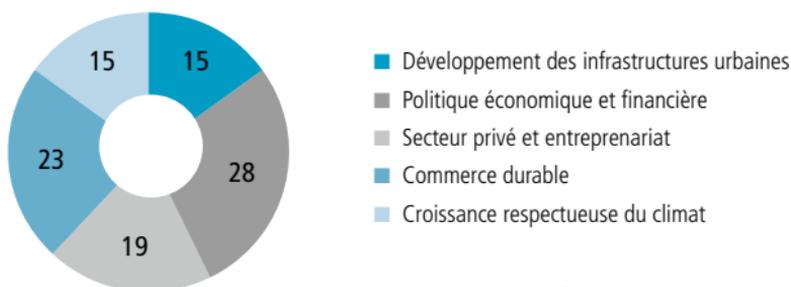
Tableau 7

SECO COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT PAR PAYS PRIORITAIRE
2014–2015 (MIO CHF)

	2015	2014
Pays prioritaires	114.6	97.7
Pérou	19.5	10.0
Viet Nam	18.2	19.1
Ghana	17.3	16.1
Indonésie	16.6	18.2
Tunisie	13.3	6.8
Afrique du Sud	11.8	8.1
Colombie	10.1	6.3
Egypte	7.8	13.1
Divers	158.1	148.6
Programmes globaux/régionaux et autres pays, diverses contributions ^a	139.3	131.2
Coûts de fonctionnement (hors pays prioritaires)	18.8	17.4
Total	272.7	246.4

a Au Burkina Faso, au Mozambique et en Tanzanie, pays prioritaires de la DDC, d'importants programmes complémentaires aux mesures de la DDC ont été réalisés.

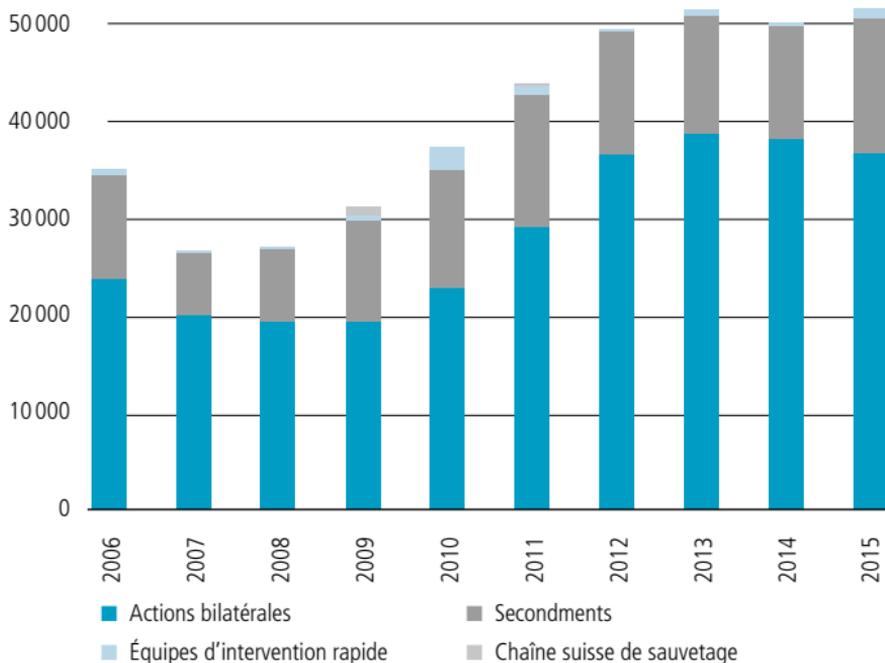
Graphique 9

SECO COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT
PAR THÈME 2015 (EN %) ^a

a Non compris coûts de fonctionnement

Graphique 10

CORPS SUISSE D'AIDE HUMANITAIRE (CSA): JOURS DE MISSION À L'ÉTRANGER 2006–2015



Graphique 11

AIDE HUMANITAIRE PAR TÂCHE STRATÉGIQUE 2013–2015 (EN %)

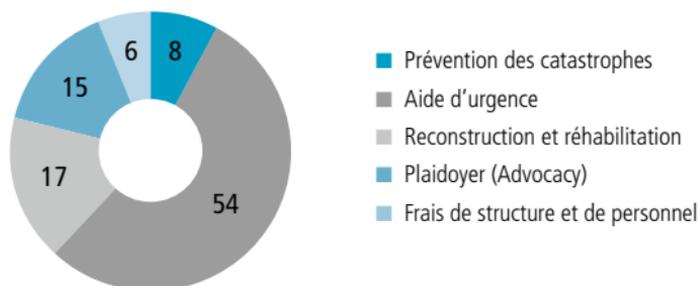


Tableau 8

DDC AIDE HUMANITAIRE PAR PAYS ET RÉGION
D'INTERVENTION 2014–2015 (MIO CHF)

	2015	2014
Afrique	139.3	128.6
Soudan du Sud ^a	24.9	17.7
Soudan ^a	13.3	11.3
Ethiopie ^a	11.1	6.7
Somalie ^a	10.0	8.7
Congo (Rép. dém.)	9.9	8.8
République centrafricaine	9.2	6.5
Mali	6.9	6.9
Kenya ^a	6.7	5.2
Maroc	6.3	5.2
Nigéria	5.2	–
Algérie	3.6	3.6
Madagascar	3.6	3.2
Libéria	3.5	7.6
Tchad	3.3	3.7
Niger	3.2	2.8
Libye	2.2	2.0
Cameroun	2.2	1.3
Zimbabwe	1.4	5.2
Guinée	1.4	1.7
Côte d'Ivoire	1.4	1.5
Cap-Vert	1.3	0.1
Burundi	1.3	1.5
Egypte ^a	1.2	1.1
Burkina Faso	1.1	0.8
Tunisie	1.1	1.3
Autres pays	1.5	1.7
Projets régionaux et non réparti par pays	2.5	12.5
Amérique latine	29.0	27.6
Colombie	11.3	10.9
Haïti	8.5	8.2
Bolivie	2.5	2.8
Nicaragua	1.5	0.9

	2015	2014
Cuba	1.4	0.6
Autres pays	0.9	0.8
Projets régionaux et non réparti par pays	3.0	3.4
Asie	163.3	110.9
Syrie ^{a b}	34.6	26.6
Liban ^{a b}	15.0	5.0
Iraq ^a	14.2	9.1
Myanmar	13.1	10.2
Jordanie ^{a b}	12.3	5.4
Gaza et Cisjordanie ^b	12.0	13.3
Yémen	10.9	7.4
Corée du Nord	9.4	7.3
Afghanistan	5.9	5.6
Sri Lanka	5.3	5.0
Pakistan	4.0	4.2
Népal	3.0	–
Géorgie	2.7	3.9
Tadjikistan	2.5	2.1
Arménie	1.1	0.6
Autres pays	2.3	3.7
Projets régionaux et non réparti par pays	14.9	1.6
Europe	4.2	4.6
Ukraine	3.3	2.5
Autres pays	0.9	1.6
Projets régionaux et non réparti par pays	–	0.5
Autres activités, non réparties géographiquement	204.0	191.3
Contribution générale au Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	80.0	80.0
Contributions à des organisations internationales	57.9	51.8
Contributions de programme aux ONG	12.2	11.4
Diverses contributions et coûts de fonctionnement	53.9	48.1
Total	539.9	463.0

a Non compris 30.2 mio CHF financés par un crédit supplémentaire octroyé par le Parlement et 11 mio CHF financés par le crédit de coopération au développement en 2015 pour la gestion des crises au Moyen-Orient et dans la Corne de l'Afrique.

b La contribution générale à l'UNRWA est comptabilisée sous « contributions à des organisations internationales ». Ce montant de 22.9 mio CHF en 2015 (18.8 mio CHF en 2014) se répartit comme suit : 12.1 mio CHF à Gaza et Cisjordanie, 2.5 mio CHF à la Syrie, 5.0 mio CHF à la Jordanie et 3.2 mio CHF au Liban.

Tableau 9

PARTENAIRES DE L'AIDE HUMANITAIRE 2015 (MIO CHF)

Organisations des Nations Unies
Programme alimentaire mondial (PAM)
Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR)
Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA)
Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)
Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)
Autres organisations des Nations Unies
Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
Autres partenaires et actions directes
ONG suisses
Organisations internationales et ONG étrangères
Actions directes du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) et de la Chaîne suisse de sauvetage
Secteur privé et instituts de recherche
Coûts de fonctionnement, de personnel et de matériel
Total aide humanitaire 2015
Total aide humanitaire 2014

a Ce montant comprend 19.8 mio CHF (20.0 mio CHF en 2014) pour les produits laitiers suisses et 13.8 mio CHF (14.0 mio CHF en 2014) pour les céréales.

Contributions générales	Contributions spécifiques	Aide alimentaire	Total
57.4	115.8	26.4	199.6
6.0	42.7	26.4	75.1
15.0	29.4	–	44.4
12.5	17.1	–	29.6
22.9	1.9	–	24.8
–	5.8	–	5.8
1.0	18.9	–	19.9
80.0	80.3	–	160.3
0.5	172.3	7.2	180.0
–	28.0	3.9	31.9
0.5	59.8	1.1	61.3
–	45.3	2.3	47.6
–	2.6	–	2.6
–	36.6	–	36.6
137.9	368.3	33.6^a	539.9
131.8	297.2	34.0 ^a	463.0

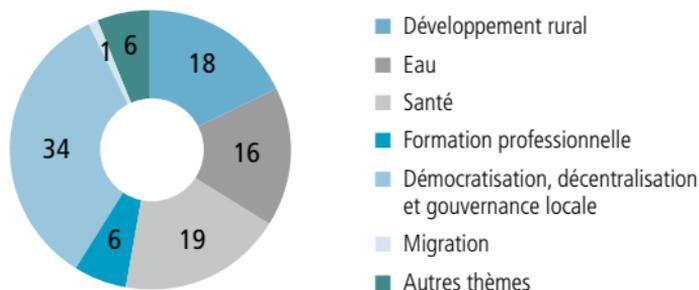
Tableau 10

DDC COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST ET LA CEI
PAR PAYS ET RÉGION PRIORITAIRES 2014–2015 (MIO CHF)

	2015	2014
Pays et régions prioritaires^a	136.0	120.6
Asie centrale	34.0	32.3
Caucase du Sud	17.2	13.7
Kosovo	14.7	12.7
Bosnie-Herzégovine	13.9	12.9
Moldavie	12.8	10.8
Serbie	12.0	10.3
Albanie	11.6	11.8
Macédoine	10.9	9.3
Ukraine	8.7	6.7
Autres activités	28.2	27.9
Autres pays et régions	11.5	12.6
Contributions de programme aux ONG	5.5	6.0
Contribution générale à IDEA	1.2	0.8
Diverses contributions et coûts de fonctionnement	10.0	8.4
Total	164.2	148.5

a Pour la composition des régions prioritaires, se reporter à la carte du Rapport annuel 2015 (pp. 24–25).

Graphique 12

DDC COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST ET LA CEI
PAR THÈME 2015 (EN %)^a

a Non compris les contributions de programme aux ONG suisses, les activités multisectorielles et les coûts de fonctionnement

Tableau 11

SECO COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST ET LA CEI PAR PAYS PRIORITAIRE 2014–2015 (MIO CHF)

	2015	2014
Pays prioritaires	72.0	81.8
Tadjikistan	14.0	18.4
Kirghizistan	12.6	14.4
Ukraine	10.4	11.6
Kosovo	8.9	8.7
Albanie	8.9	12.3
Bosnie-Herzégovine	7.8	4.6
Macédoine	4.9	5.1
Serbie	3.6	4.5
Azerbaïdjan	1.1	2.3
Divers	9.0	9.1
Programmes régionaux et autres pays, diverses contributions	4.1	4.5
Coûts de fonctionnement (hors pays prioritaires)	4.9	4.6
Total	81.0	90.9

Graphique 13

SECO COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST ET LA CEI PAR THÈME 2015 (EN %) ^a



a Non compris coûts de fonctionnement

Tableau 12

PARTENAIRES DE LA DDC POUR DES ACTIVITÉS BILATÉRALES 2015
(MIO CHF)

ONG suisses et centres de compétences
dont:
HELVETAS Swiss Intercooperation
Swisscontact
Croix-Rouge suisse
Fondation Terre des Hommes (Lausanne)
Caritas Suisse
Entraide Protestante Suisse (EPER)
SKAT Foundation
Solidar Suisse
Pain pour le prochain
MSF – Médecins sans Frontières
Swissaid
Action de Carême
Education 21
Fédération genevoise de coopération (FGC)
Enfants du Monde
Institutions universitaires et de recherche suisses
Secteur privé suisse
Secteur public suisse
Organisations des Nations Unies, actions multilatérales
Institutions financières internationales, actions multilatérales
Autres organisations étrangères et internationales
dont: Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
Organisations du Sud et de l'Est
Total des partenaires
Actions directes, coûts de fonctionnement
Total 2015
Total 2014

Contributions et mandats spécifiques

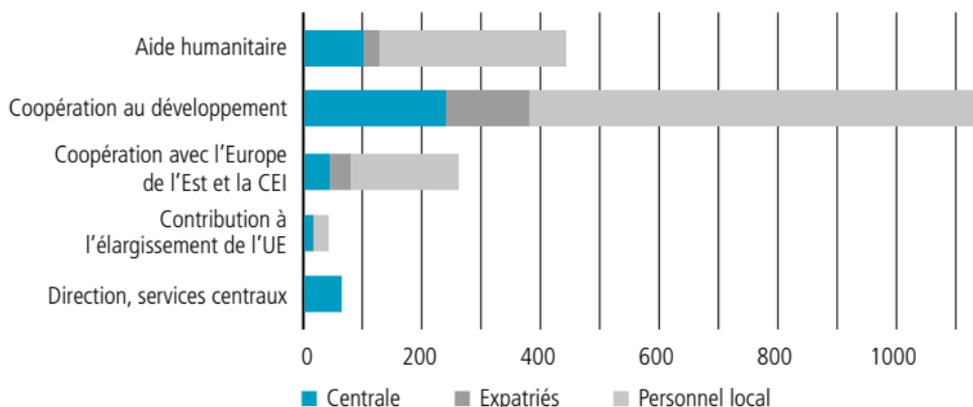
Contrib. progr. ^a	Aide hum.	Coop. au dév.	Coop. Est	Total ^b
129.2	19.9	128.9	19.7	297.7
10.7	1.2	47.2	13.3	72.4
6.0	0.5	23.6	–	30.1
10.8	3.6	1.1	2.4	18.0
10.5	1.2	1.3	–	13.1
11.1	0.3	1.4	–	12.8
8.0	0.1	–	1.7	9.8
–	–	7.5	2.0	9.5
4.1	0.6	3.6	–	8.2
6.9	–	–	–	6.9
6.4	0.2	–	–	6.6
6.5	–	–	–	6.5
6.2	–	–	–	6.2
5.9	–	–	–	5.9
5.0	–	–	–	5.0
2.8	–	2.2	–	5.0
0.3	1.3	37.9	10.6	50.1
–	1.0	21.8	4.5	27.3
–	0.6	8.8	0.8	10.3
–	142.2	112.1	22.1	276.4
–	2.1	62.2	7.3	71.7
–	209.0	141.1	37.4	387.4
–	160.3	–	–	160.3
–	10.9	196.6	27.0	234.5
129.5	386.9	709.4	129.5	1 355.3
–	82.9	175.0	28.0	285.9
129.5	469.8	884.4	157.5	1 641.3
118.4	399.8	843.5	141.7	1 503.5

a Contributions générales à des ONG pour des programmes de développement et d'aide humanitaire dans les pays du Sud et de l'Est; contributions à des centres de compétence pour des activités de sensibilisation.

b Contribution de la DDC à l'élargissement de l'UE (90.3 mio CHF en 2015) non comprise.

Graphique 14

PERSONNEL DE LA DDC ET DU SECO À FIN 2015 (ÉQUIVALENTS TEMPS PLEIN)



Au 31 décembre 2015, la DDC finançait 369 postes en équivalent temps plein à la centrale, 184 expatriés et 1170 employés locaux.

Le centre de prestations Coopération et Développement économiques du SECO finançait 93 postes en équivalent temps plein à la centrale, 24 expatriés et 104 employés locaux.

NOMBRE DE PROJETS EN COURS AU 31.12.2015

	DDC	SECO
0.5–1.0 mio CHF	196	14
1.0–3.0 mio CHF	383	108
3.0–5.0 mio CHF	224	59
à partir de 5.0 mio CHF	384	132
Total	1187	313

NOMBRE DE REPRÉSENTATIONS EXTÉRIEURES AU 31.12.2015

	Total	présence DDC	présence SECO
Bureaux de coopération et de programme	42	40	10
Bureaux intégrés aux ambassades	17	17	7
Bureaux de la contribution à l'élargissement de l'UE	7	7	7
Total	66	64	24



Impressum

Editeurs :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Direction du développement et de la coopération DDC

Freiburgstr. 130

3003 Berne

Téléphone +41 (0)58 462 44 12

www.ddc.admin.ch

deza@eda.admin.ch

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Holzikofenweg 36

3003 Berne

Téléphone +41 (0)58 464 09 10

www.seco-cooperation.admin.ch

info@seco-cooperation.ch

Rédaction/Coordination/Statistiques :

Etat-major de direction DDC

SECO Coopération

Graphisme/Conception :

Julia Curty, SUPERScript GmbH, Brügg b. Biel/Bienne

www.superscript.ch

Photos :

Couverture Giacomo Pirozzi/Panos

Page 3 Abbie Trayler-Smith/Panos

Page 18 G.M.B. Akash/Panos

Imprimerie :

Stämpfli AG

3001 Berne

Le dépliant statistique du rapport annuel est disponible en français, allemand, italien et anglais.

D'autres exemplaires peuvent être commandés à

deza@eda.admin.ch, ou

Téléphone +41 (0)58 462 44 12